



l'insécurité alimentaire:

la faim au quotidien
et la crainte permanente de la famine

L'état de
l'insécurité alimentaire dans le monde

1999

l'insécurité alimentaire:

la faim au quotidien
et la crainte permanente de la famine

L'état de

l'insécurité alimentaire dans le monde

1999

À propos de ce rapport

Voici la première édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Elle s'appuie sur les dernières estimations du nombre d'individus souffrant de la faim de façon chronique dans le monde en développement, ainsi que sur les premières estimations comparables jamais réalisées du nombre de personnes qui souffrent de la faim dans les pays industrialisés ou en période de transition.

Cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et les suivantes feront office de rapports de situation réguliers sur les efforts entrepris à l'échelle internationale et sur le plan national en vue d'atteindre le principal objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, à savoir réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre d'individus sous-alimentés. Le

rapport présente les premières données disponibles en ce qui concerne les progrès et les revers enregistrés au cours des années 90. Il indique aussi quels pays ont obtenu les meilleurs résultats ou, au contraire, subi les déconvenues les plus importantes au cours des deux dernières décennies.

En outre, le rapport analyse certains des facteurs sous-jacents qui ont contribué le plus aux progrès et aux reculs dans ces pays et il examine l'incidence des «chocs» à court terme, tels que les guerres, les catastrophes naturelles ou les crises financières. Il détaille les efforts consentis à l'échelle nationale pour déterminer les groupes de population particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il examine en outre de quelle manière la comparaison entre les données portant sur l'accès à

l'alimentation et l'analyse des données telles que le poids et la taille des jeunes enfants affecte notre perception de la sous-alimentation et de l'état nutritionnel. Enfin, il tire des enseignements de l'expérience acquise jusqu'à présent et laisse entrevoir l'évolution probable pour les années à venir.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde prend appui sur le programme de travail en cours de la FAO pour évaluer et analyser les questions de l'insécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations du monde entier. Ce travail s'inscrit dans le cadre de la contribution de la FAO au Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), en cours d'établissement aux niveaux mondial et national (voir encadré ci-dessous).

Le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité

Afin de prendre des mesures efficaces en vue de lutter contre la faim, les parties prenantes et les décideurs ont besoin d'informations fiables et détaillées quant à la portée du problème et aux populations qu'il affecte. Afin que ces informations soient disponibles, le Sommet mondial de l'alimentation a prescrit la création du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. Le SICIAV s'inspire de nombreux systèmes d'information existants, tels que les systèmes de prévision des récoltes et les systèmes d'alerte rapide, le système pour la sécurité alimentaire des ménages et le système pour l'information nutritionnelle, ou encore les systèmes d'évaluation et de cartographie de la vulnérabilité.

Le SICIAV fonctionne aux niveaux national et international. À l'échelon national, il constitue un lien entre les systèmes d'information existants qui collectent et analysent des données pertinentes, dans des domaines qui vont de la santé au climat, en passant par les marchés et la sécurité alimentaire des ménages. Sur le plan international, il est coordonné par un groupe de travail interinstitutions (GTII) dont le secrétariat est assuré par la FAO. Ce GTII apporte son appui aux systèmes nationaux et constitue une base de données commune et un réseau d'échange d'informations. En sont membres plusieurs organisations de l'ONU, des organisations d'aide bilatérale, ainsi que des organisations internationales ou non gouvernementales.

Les objectifs immédiats du SICIAV sont les suivants:

- faire en sorte qu'une attention plus soutenue soit accordée aux questions liées à la sécurité alimentaire;
- améliorer la qualité des données relatives à la sécurité alimentaire et de leur analyse;
- à l'échelon national, promouvoir la collaboration des donateurs en matière de systèmes d'information concernant la sécurité alimentaire;
- encourager l'adoption de meilleurs programmes de lutte contre la pauvreté et contre la faim;
- améliorer l'accès aux informations grâce à la constitution de réseaux et aux échanges d'informations.

Membres du GTII – SICIAV



- Agence australienne pour le développement international (AUSAID)
- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Office allemand de la coopération technique (GTZ)
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Organisation internationale du travail (OIT)
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA)
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
- Banque mondiale
- Programme alimentaire mondial (PAM)
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation météorologique mondiale (OMM)
- Comité administratif de coordination/Sous-Comité de la nutrition (CAC/SCN)
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)
- Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)
- Helen Keller International (HKI)
- Save the Children Fund (SCF/UK)
- Institut mondial pour les ressources (WRI)

Table des matières

- 4 **Avant-propos**
 - Vers la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation

- 6 **La sous-alimentation dans le monde**
 - 6 Décompte et localisation des victimes de la faim
 - 10 Les progrès et les revers enregistrés dans les pays en développement

- 11 **État nutritionnel et vulnérabilité**
 - 11 Le bien-être des jeunes enfants
 - 13 L'incidence de la malnutrition dans les zones vulnérables
 - 15 Les populations vulnérables – qui sont-elles et pourquoi le sont-elles
 - 16 Les caractéristiques de la vulnérabilité
 - 18 Environnement: potentiel et contraintes

- 20 **La dynamique du changement**
 - 20 Des facteurs générateurs de changements
 - 21 Une amélioration en termes de sécurité alimentaire dans la plupart des nations asiatiques
 - 22 Des résultats mitigés de progrès et de reculs caractérisent l'Amérique latine et les Caraïbes
 - 23 L'Afghanistan, ravagé par la guerre, perd du terrain alors que le Maroc se situe à la première place du peloton de tête
 - 24 Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest enregistrent une amélioration, mais ailleurs en Afrique, les problèmes empirent
 - 25 Chocs récents: inondations, sécheresse, guerre et effondrement financier menacent le progrès

- 28 **De quoi demain sera-t-il fait?**
 - Relever le défi

- 29 **Tableaux**

Vers la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation

Il y a trois ans, les dirigeants de 186 pays étaient réunis à Rome, où ils se sont solennellement engagés à réduire de moitié le nombre des victimes de la faim d'ici à 2015. Depuis, le monde s'est-il donné les moyens de tenir cette promesse, faite lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996?

De nouvelles estimations portant sur 1995-1997 montrent que, dans le monde en développement, environ 790 millions d'individus n'ont pas assez à manger. C'est plus que le total de la population de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Le «continent» des affamés est peuplé d'hommes, de femmes et d'enfants qui n'exploiteront peut-être jamais tout leur potentiel physique et mental parce qu'ils n'ont pas assez à manger; nombre d'entre eux finiront même par mourir parce que leur droit humain fondamental à l'alimentation aura été bafoué. Cet état de choses est inacceptable.

Certes, le nombre d'individus sous-alimentés a diminué de 40 millions depuis 1990-1992, période sur laquelle portait l'estimation comprise entre 830 et 840 millions, citée lors du Sommet de Rome. Mais comment pourrait-on s'en satisfaire? En effet, si l'on examine ces données de plus près, il s'avère que durant la première moitié de la décennie actuelle, une diminution globale de 100 millions a bien été enregistrée, mais dans un groupe ne comprenant que 37 pays. Pendant ce temps, le nombre des victimes de la faim a augmenté de 60 millions dans le reste du monde en développement.

Le rythme actuel du recul de la faim – en moyenne, une réduction d'environ 8 millions de victimes par an – correspond exactement au «cours normal» des choses. Si ce recul ne s'accélère pas dans les pays en développement, plus de 600 millions d'individus iront encore se coucher le ventre vide en 2015. Pour respecter l'objectif fixé lors du Sommet, un taux de progression beaucoup plus rapide est nécessaire; en effet, il faut parvenir à une diminution d'au moins 20 millions par an dans les pays en développement.

On associe souvent la faim aux pays en développement, à juste titre.

Néanmoins, ce rapport présente des statistiques qui prouvent que le problème ne se limite pas à ces pays. Pour la première fois, la FAO fournit une estimation globale du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays développés. Le chiffre avancé, 34 millions d'individus, confirme que ces derniers sont eux-mêmes confrontés à ce défi colossal: venir à bout de l'insécurité alimentaire. Bien que nombre de ces 34 millions d'individus résident dans des pays qui ont traversé une période de transition politique et économique majeure au cours des années 90, il n'en reste pas moins que des poches de malnutrition subsistent dans tous les recoins de la planète.

J'en suis convaincu, il n'y a aucune raison pour que le monde ne soit pas complètement délivré de la faim au cours du siècle prochain. La production alimentaire est déjà suffisante pour nourrir l'ensemble de ceux qui y vivent aujourd'hui, et elle pourrait encore augmenter. Toutefois, à moins que des mesures volontaristes ne soient prises à tous les niveaux, il est probable que la faim et la malnutrition se perpétueront encore longtemps.

Mais pour prendre des mesures efficaces, nous devons savoir qui sont les victimes de la faim, quels sont les groupes vulnérables, où ils résident et pourquoi ils n'ont pas été à même d'améliorer leur situation. Nous connaissons le nombre de ceux qui ont faim: ils sont 790 millions dans les pays en développement et 34 millions dans les pays développés. Il nous reste à transformer ces chiffres en statistiques «à visage humain».

En effet, qu'il s'agisse des victimes des guerres civiles ou des bergers qui souffrent parce que leurs pâturages disparaissent petit à petit, qu'il s'agisse des citadins démunis qui survivent grâce à l'aide sociale, ou encore des minorités ethniques géographiquement isolées, nous ne pouvons oublier que tous sont des êtres humains, avec des besoins et des aspirations propres. Dans les villages et les quartiers défavorisés du monde entier, on retrouve les mêmes constantes: des individus qui travaillent depuis le lever jusqu'au coucher du

soleil, confrontés à un climat impitoyable, à une terre épuisée et aux conséquences funestes de la fragilité des économies nationales, qui s'activent sans relâche pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, qui luttent pour avoir juste de quoi manger pour rester en vie.

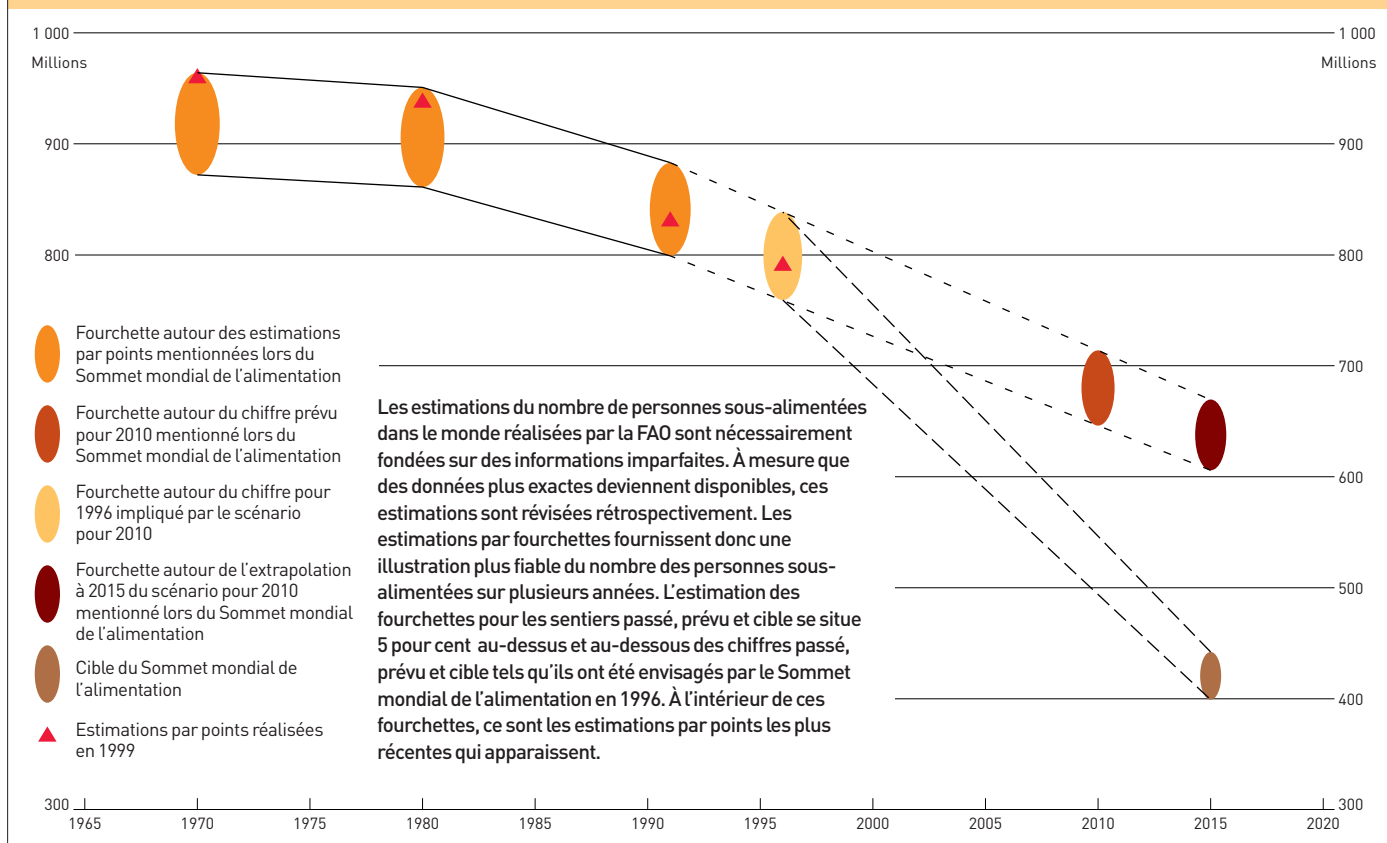
C'est pourquoi nous ne devons pas nous focaliser sur un chiffre abstrait, mais bien plutôt sur ceux qui vivent cette situation au jour le jour, et sur les endroits où ils habitent. Lorsque nous avançons des calculs et des prédictions qui s'effectuent sur la base de variables de la croissance démographique, de taux de production, de bases de ressources en déclin, de changements politiques, de ravages provoqués par les maladies, ou encore des conséquences de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, nous devons toujours garder en mémoire que nous parlons d'êtres humains – d'individus qui, si on leur offrait cette chance, pourraient contribuer de façon notable à faire du monde qui les entoure un endroit meilleur. Mais pour que ces individus réalisent leur potentiel, ils ont besoin d'être à l'abri de la faim. Ils le méritent.

Les nouvelles technologies nous permettent de relier les systèmes d'information nationaux et d'établir des réseaux à l'échelle mondiale, d'examiner au choix un océan tout entier ou une simple goutte d'eau, d'appuyer sur des boutons pour créer des graphiques et des organigrammes qui nous montrent clairement et instantanément quels types de progrès ont été effectués. Le savoir ne nous confère pas seulement le pouvoir, il nous éclaire et oriente notre action. Avec l'instauration du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), nous développons notre capacité de recueillir, d'analyser et de partager des connaissances qui nourriront les initiatives futures en faveur de l'accès universel à l'alimentation.

À l'aube du nouveau millénaire, la contribution des SICIAV est essentielle. En effet, nous devons concevoir et appliquer des politiques et des programmes d'action qui permettent



La sous-alimentation dans le monde en développement: fourchettes observées et prévues, comparées à l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation



aux gouvernements, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, aux communautés et aux individus, de surmonter les obstacles qui empêchent certains de jouir de ce droit, ce droit qui devrait être acquis à la naissance pour chacun des 6 milliards d'individus qui peuplent cette planète – le droit d'avoir assez à manger.

On l'a vu, les progrès enregistrés dans le cadre de la lutte contre la faim dans le monde varient d'une région à l'autre et les disparités en termes d'amélioration persistent. Il est clair qu'il n'existe pas de formule magique à l'échelle planétaire. Le succès résultera de mesures spécifiques et d'objectifs concrets, fixés aux échelons local, national ou régional, afin que chacun soit à même de constater l'impact de sa participation à l'effort commun.

Toutefois, en l'absence de nouveaux

investissements et de politiques adaptées, et ce à tous les niveaux, il est probable que les tendances technologiques et socioéconomiques actuelles se perpétueront. Le nombre d'individus sous-alimentés continuera peut-être à décliner... mais lentement, et seulement dans quelques régions du monde. Aucune amélioration ne surviendra sans l'adoption déterminée de mesures concrètes et ciblées, sans nouveaux investissements à l'appui de ces mesures.

Le nombre des victimes de la faim dans les pays en développement a diminué pour atteindre 790 millions: cette réduction n'est qu'un début. Le but que nous nous sommes fixé, c'est de le faire diminuer au minimum de moitié, d'ici à 2015 – afin qu'il atteigne environ 400 millions – et de faire diminuer de moitié, voire davantage, le nombre des

individus victimes de la faim dans les pays développés, qui s'élève aujourd'hui à 34 millions. Toutefois, alors même que nous œuvrons pour que ces objectifs soient réalisés, nous devons savoir que nous ne pourrions pas nous arrêter lorsqu'ils le seront. En effet, le chiffre de 400 millions est de toute évidence beaucoup trop élevé. Et quand bien même il ne resterait qu'une victime de la faim sur terre, ce serait encore une de trop.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

La sous-alimentation dans le monde

Décompte et localisation des victimes de la faim

Dans le monde en développement, près de 800 millions de personnes n'ont pas assez à manger. Dans les pays industrialisés et dans les pays en transition, ce sont 34 millions d'individus qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique. Si l'on rassemblait tous ceux qui souffrent de sous-alimentation dans le monde, la population du continent des affamés dépasserait celle de chacun des autres continents, à l'exception de l'Asie.

Pour ces individus, la faim n'est pas une condition temporaire. Elle est chronique. Elle est débilitante. Parfois, elle est mortelle. Lorsqu'elle est endémique, ce qui est le cas dans la plupart des pays en développement, elle gêne l'existence de tous ceux qui en sont affectés et nuit à l'économie et au développement du pays.

Les chiffres, les tableaux et la carte qui figurent dans cette section permettent de mesurer l'ampleur du problème à l'échelle mondiale au tournant du millénaire. Ils montrent également les changements intervenus dans 98 pays en développement entre 1990-1992 et 1995-1997, période la plus récente pour laquelle on dispose d'informations.

Ces informations font apparaître des progrès. Sur le plan mondial, les avancées réalisées ont été suffisantes pour faire passer le nombre total d'individus sous-alimentés dans le monde en développement au-dessous de la barre des 800 millions, le chiffre cité lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996.

Mais pour encourageants qu'ils soient, ces progrès sont loin d'être satisfaisants. Une analyse plus détaillée confirme en effet que la dynamique enclenchée est trop lente et que les disparités qui subsistent en termes de progrès sont trop importantes pour que soit atteint l'objectif fixé lors du Sommet: réduire le total à environ 400 millions d'ici à 2015. Un simple constat suffit à s'en convaincre: dans de nombreuses régions du monde, le nombre d'affamés est actuellement en progression.

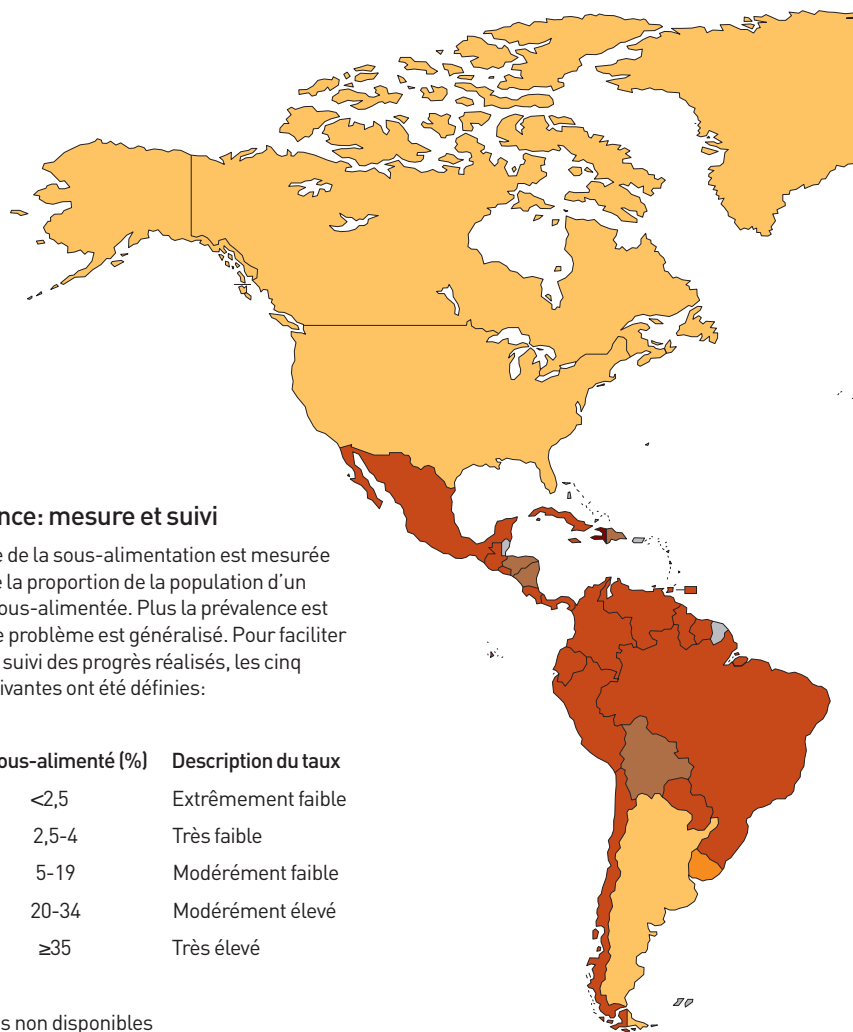
Une augmentation ou une diminution minimales du nombre des personnes sous-alimentées d'une année sur l'autre ne font parfois que refléter des conditions temporaires qui attirent notre attention, mais n'ont aucune répercussion sur les fondements mêmes du problème. C'est un changement important et durable qui constitue l'indicateur approprié du progrès ou du recul sur la voie de l'éradication de la faim et de la sous-alimentation chroniques partout dans le monde.

Prévalence de la sous-alimentation dans les pays en développement et les pays développés

La prévalence: mesure et suivi

La prévalence de la sous-alimentation est mesurée sur la base de la proportion de la population d'un pays qui est sous-alimentée. Plus la prévalence est élevée, plus le problème est généralisé. Pour faciliter l'analyse et le suivi des progrès réalisés, les cinq catégories suivantes ont été définies:

Catégorie	Sous-alimenté (%)	Description du taux
1	<2,5	Extrêmement faible
2	2,5-4	Très faible
3	5-19	Modérément faible
4	20-34	Modérément élevé
5	≥35	Très élevé
		Données non disponibles



Remarque sur la méthode – comment les chiffres sont-ils calculés

L'insécurité alimentaire chronique est représentée par une estimation du nombre d'individus dont la ration alimentaire ne constitue pas un apport calorique suffisant pour satisfaire leurs besoins énergétiques de base, c'est-à-dire les sous-alimentés. En revanche, l'évaluation de l'état nutritionnel ou de la dénutrition repose sur des informations portant sur l'état physiologique réel des individus.

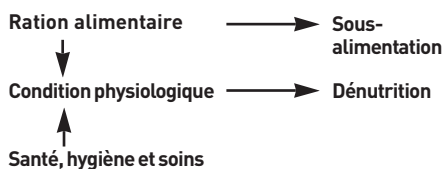
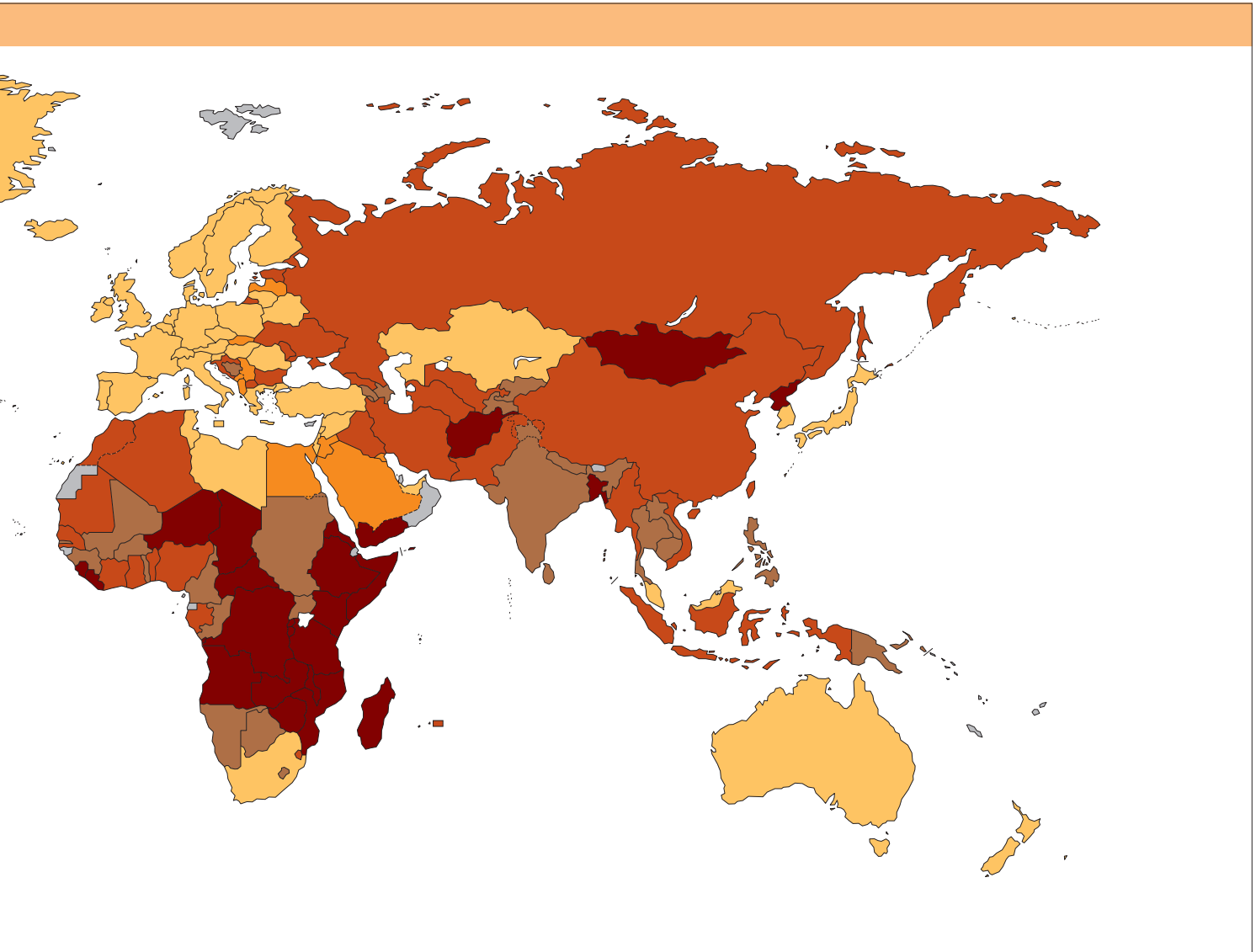
Dans la pratique, ce sont deux types de mesures distinctes mais tout aussi utiles l'une que l'autre, obtenues grâce à des approches analytiques très différentes:

1. La **sous-alimentation** est estimée à partir des

données existantes portant sur le nombre d'individus concernés et sur la quantité de nourriture dont ils disposent.

2. La **dénutrition** est déterminée à partir du poids, de la taille et de l'âge des individus. Les taux calculés à partir de ces mesures sont indicatifs des conséquences d'une ration alimentaire insuffisante, mais aussi du mauvais état de santé et d'un niveau d'hygiène inadéquat qui empêchent parfois les individus de profiter au maximum de l'apport nutritif de ce qu'ils mangent.

Comme on peut le voir, ces deux approches sont complémentaires:



Les chiffres cités dans cette section se rapportent à des estimations sur la sous-alimentation obtenues à partir de certains types d'informations communément disponibles:

- Production alimentaire, échanges commerciaux et stocks;
- Population totale et répartition par âge et par sexe;
- Données relatives à la répartition de la consommation.

Cette méthode est décrite en détail dans *La sixième enquête mondiale sur l'alimentation*, publiée par la FAO en 1996. Très brièvement, elle consiste à:

1. calculer le nombre total de calories qu'il est possible d'obtenir à partir de la production alimentaire, des échanges commerciaux et des stocks locaux;
2. calculer le nombre minimum moyen de calories requis pour la population totale, en tenant compte du nombre de calories dont ont besoin les différents groupes de population d'après leur âge et leur sexe et la proportion de la population représentée par chacun de ces groupes;
3. diviser le nombre total de calories disponibles par le nombre d'habitants du pays;
4. déterminer un coefficient de répartition qui tienne

compte de l'inégalité d'accès à l'alimentation;

5. combiner ces informations pour déterminer la répartition de l'approvisionnement alimentaire au sein du pays. Cela permet d'obtenir le pourcentage de la population dont la ration alimentaire est inférieure au minimum requis;
6. multiplier ce pourcentage par la taille de la population afin d'obtenir le nombre d'individus sous-alimentés.

Ces calculs permettent de parvenir à une estimation du nombre d'individus par pays dont l'apport calorique moyen est inférieur au minimum requis pour permettre au corps de fonctionner normalement et d'effectuer une activité modérée. Lorsque l'on effectue le total, on obtient une estimation mondiale du nombre total d'individus sous-alimentés.

La sous-alimentation dans le monde

Décompte et localisation des victimes de la faim

Dans les pays en développement, la grande majorité des individus sous-alimentés vit en Asie et dans le Pacifique. Cette région abrite en effet 70 pour cent de la population du monde en développement. En outre, on y trouve près des deux tiers (526 millions) des victimes de la faim dans le monde. À elle seule, l'Inde en compte davantage (204 millions) que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Si l'on y ajoute les pays voisins de l'Inde, la sous-région de l'Asie du Sud réunit plus du tiers du total mondial (284 millions). On dénombre encore 30 pour cent d'individus sous-alimentés (240 millions) en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est (plus de 164 millions en Chine).

Pour sa part, l'Afrique subsaharienne abrite près d'un quart de la population affamée du monde en développement. Le degré de gravité du problème varie de par le continent. Bien que l'Afrique de l'Ouest soit plus peuplée que n'importe quelle autre des sous-régions africaines, c'est elle qui compte le moins de victimes de la faim. Par contraste, on en dénombre deux fois plus en Afrique de l'Est, qui compte pourtant une population moins importante. La proportion est plus élevée aussi en Afrique centrale et en Afrique australe, bien que ces deux sous-régions soient nettement moins peuplées.

Comme le suggèrent ces chiffres, il ne suffit pas de dénombrer les individus qui souffrent de la faim: il est tout aussi important de déterminer la proportion de la population qui est affectée, aux niveaux national et régional. Cette approche analytique met en relief les zones où les difficultés sont les plus aiguës. Elle permet en outre d'identifier des groupes de pays confrontés aux mêmes problèmes, qui pourraient donc définir les mêmes priorités en matière de lutte contre la faim.

La sous-alimentation dans les pays développés

Les premières estimations indiquent qu'environ 34 millions d'individus sous-alimentés vivent dans les pays industrialisés et dans les pays en transition. Plus des trois quarts (26 millions) sont concentrés dans les pays en transition d'Europe orientale et de l'ex-URSS. Les 8 millions restants vivent dans les pays industrialisés.

La proportion d'individus sous-alimentés est extrêmement faible dans l'ensemble des pays industrialisés, ainsi que dans 12 des 27 pays en transition. Mais on observe des taux beaucoup plus élevés dans 15 des pays en transition, principalement ceux appartenant à l'ex-URSS et à l'ancienne République fédérale de Yougoslavie. Les catégories de prévalence dans lesquelles se classent les pays développés figurent sur la carte de la page 6.

Sous-alimentés dans les pays développés (en millions)

RÉGION	POPULATION TOTALE	POURCENTAGE DE SOUS-ALIMENTÉS	NOMBRE DE SOUS-ALIMENTÉS
Pays industrialisés	876	<2,5	8
Pays en transition	413	6	26
dont: Europe orientale	121	4	4
Zone de l'ex-URSS	292	7	22

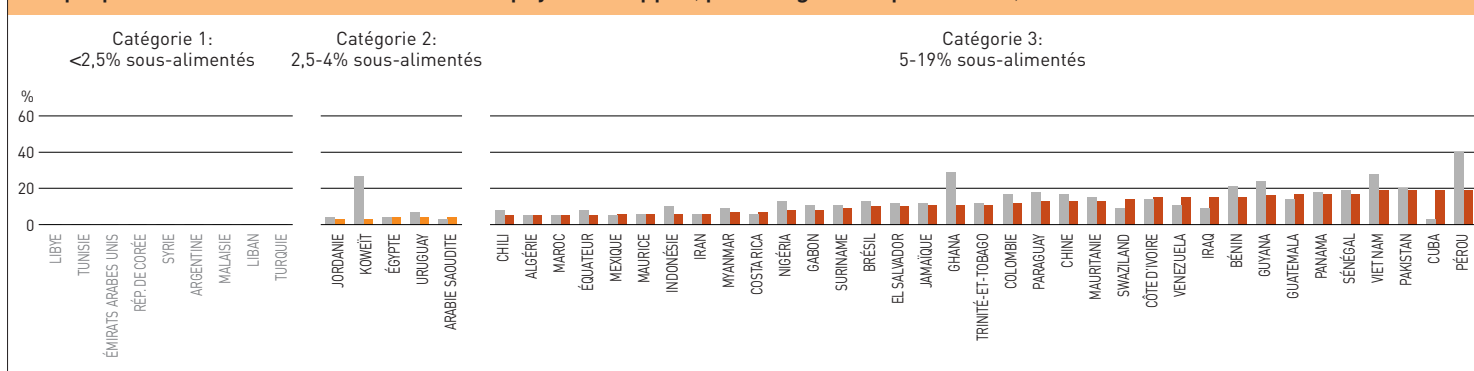
À l'échelle mondiale, plus d'un quart des victimes chroniques de la faim vivent dans des pays où la prévalence de la sous-alimentation est très élevée (35 pour cent ou plus). Dans tous ces pays, excepté trois d'entre eux, la proportion et le nombre des personnes sous-alimentées augmente régulièrement depuis un certain temps.

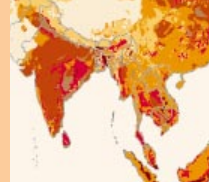
Les conditions sont particulièrement difficiles à cet égard en Afrique centrale, orientale et australe. Près de la moitié (44 pour cent) des 340 millions d'individus vivant dans les 26 pays qui constituent ces sous-régions sont sous-alimentés. Ailleurs dans le monde, on n'observe une prévalence similaire de la faim que dans six pays – l'Afghanistan, le Bangladesh, Haïti, la

République populaire démocratique de Corée, la Mongolie et le Yémen.

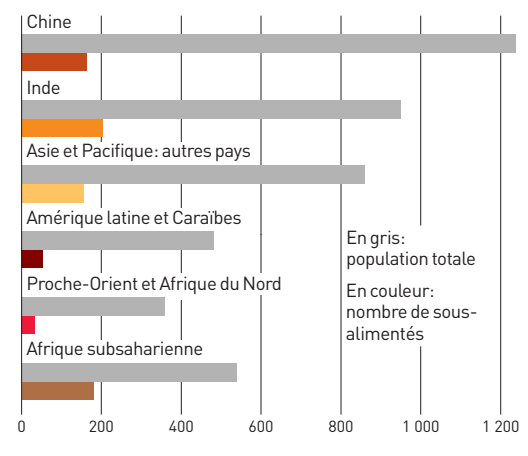
Environ 570 millions d'individus sous-alimentés – soit près des trois quarts du total mondial – vivent dans des pays où le taux de prévalence de la faim n'est ni très faible (au-dessous de 5 pour cent), ni très élevé (au-dessus de 35 pour cent). Si les pays d'Asie se répartissent à peu près équitablement entre les taux «modérément faibles» (5 à 19 pour cent) et les taux «modérément élevés» (20 à 34 pour cent), la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes se rangent dans la première catégorie. Six millions de personnes sous-alimentés vivent dans des pays où la prévalence est très basse ou même extrêmement basse (voir ci-dessous).

Les proportions de sous-alimentés dans les pays développés, par catégorie de prévalence, 1990-1992 et 1995-1997

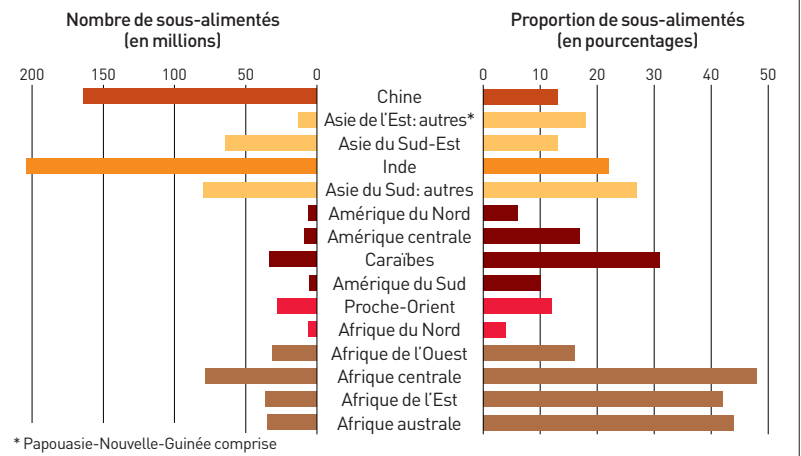




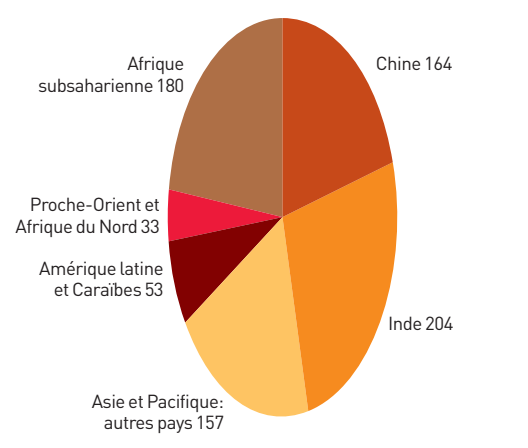
Population totale et nombre de sous-alimentés, par région, 1995-1997 (en millions)



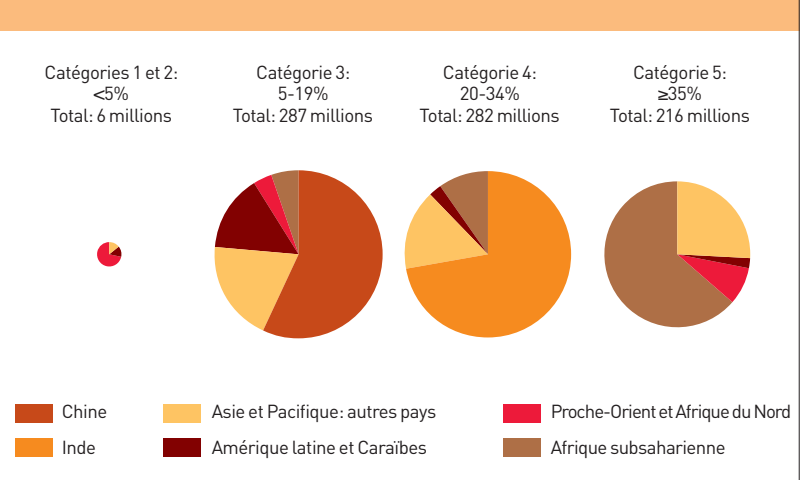
Nombre et proportion de sous-alimentés, par région et sous-région, 1995-1997



Nombre de sous-alimentés, par région, 1995-1997 (en millions)

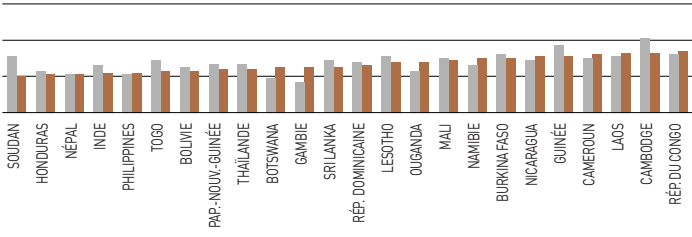


Nombre de sous-alimentés, par catégorie de prévalence, 1995-1997

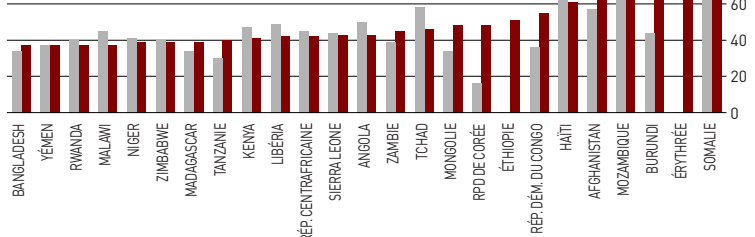


En gris: 1990-1992 En couleur: 1995-1997

Catégorie 4: 20-34% sous-alimentés



Catégorie 5: ≥35% sous-alimentés



La sous-alimentation dans le monde

Les progrès et les revers enregistrés dans les pays en développement

Selon les données les plus récentes dont on dispose, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement est descendu à 790 millions, soit 40 millions de moins que le nombre estimé lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Le déclin du pourcentage d'individus qui sont sous-alimentés est également important – de 20 pour cent durant la période de référence utilisée lors du Sommet, à savoir 1990-1992, à un peu moins de 18 pour cent en 1995-1997.

En apparence, il ne s'agit pas d'une amélioration temporaire, ni d'une anomalie. De fait, ces chiffres corroborent une tendance régulière à la baisse, que confirme la comparaison avec les chiffres enregistrés pour 1979-1981, où l'on dénombrait près de 920 millions d'individus sous-alimentés, soit environ 30 pour cent de la population du monde en développement.

Mais le rythme de cette diminution n'est pas assez rapide pour que l'objectif fixé par le Sommet (quelque 400 millions en 2015) soit réalisé. En effet, si la tendance actuelle se poursuit, avec une réduction d'environ 8 millions par an, le total des individus sous-alimentés s'élèvera encore à 638 millions en

2015. Ce chiffre correspondrait au «cours normal» des choses, résultat jugé inacceptable lors du Sommet.

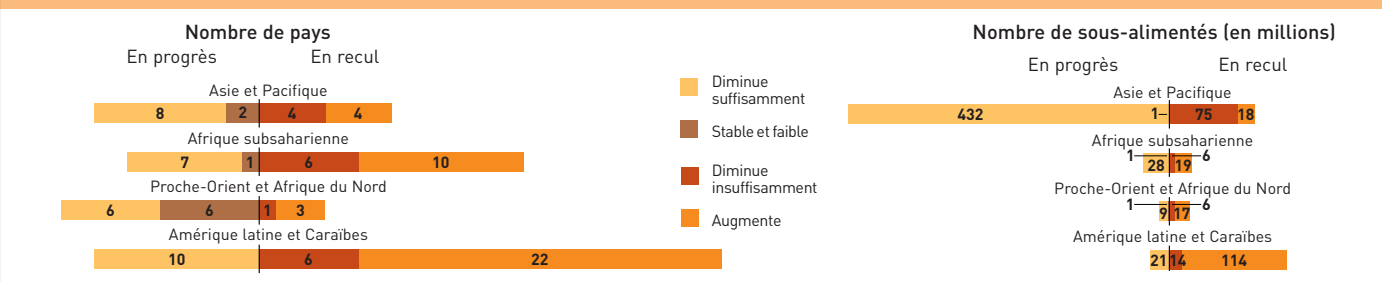
En outre, les progrès effectués dans la lutte contre la faim sont associés à de grandes disparités géographiques. Entre 1991 et 1996, la proportion de la population sous-alimentée a augmenté dans 27 pays, dont ceux où le problème était déjà le plus pressant. Dans 32 autres pays, la proportion est demeurée stable ou a diminué trop lentement pour compenser la croissance démographique. Seuls 37 pays sont parvenus à faire diminuer cette proportion assez rapidement pour faire état d'une diminution du nombre absolu d'individus sous-alimentés. Du fait que ce groupe incluait plusieurs grands pays très peuplés, la réduction de 97 millions enregistrée a primé sur l'augmentation de 59 millions annoncée par les autres pays, ce qui a entraîné une réduction nette d'environ 40 millions pour l'ensemble du monde en développement.

Durant la période plus longue allant de 1980 à 1996, seuls 40 pays ont fait reculer la faim de façon assez rapide et régulière pour essayer d'atteindre la cible fixée par le Sommet. Certes, dans plusieurs de ces pays,

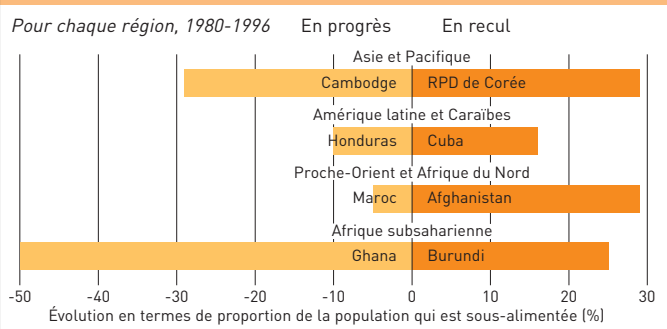
on observait dès le départ des taux extrêmement faibles de sous-alimentation chronique. Les résultats obtenus dans 56 autres pays ne sont pas suffisants.

Mais les perspectives ne sont pas entièrement sombres pour autant. Nombre de pays, y compris plusieurs des nations fortement peuplées qui dominent les totaux mondiaux, ont enregistré des améliorations régulières. Certains ont même obtenu des résultats remarquables. Avec à leur tête cinq pays d'Afrique de l'Ouest, 13 pays ont vu la proportion d'individus sous-alimentés dans leurs populations respectives diminuer de plus d'un pour cent au cours de cette période de 16 ans. On peut tirer des enseignements précieux de leur expérience, mais aussi des épreuves auxquelles ont été confrontés les pays où cette proportion est montée en flèche durant cette même période. Un examen détaillé des facteurs qui contribuent aux progrès et aux problèmes observés dans les pays qui ont connu les changements les plus importants dans chacune des quatre régions constitutives du monde en développement figure dans la section intitulée La dynamique du changement.

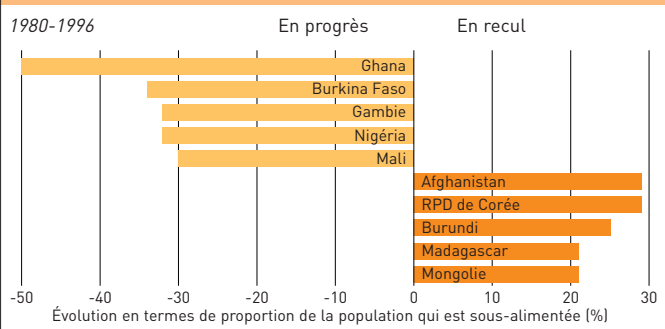
La sous-alimentation dans les pays où la faim recule, soit assez rapidement, soit insuffisamment pour que soit atteint l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation, 1980-1996



Pays qui ont enregistré la diminution ou l'augmentation les plus importantes de la proportion de personnes sous-alimentées



Pays qui ont enregistré la diminution ou l'augmentation les plus importantes de la proportion de personnes sous-alimentées



État nutritionnel et vulnérabilité

Le bien-être des jeunes enfants

Les données et les cartes relatives à la sous-alimentation qui figurent aux pages précédentes nous permettent de déterminer les endroits où la population éprouve le plus de difficultés à obtenir une ration alimentaire suffisante. Mais elles ne nous indiquent pas les endroits où l'état nutritionnel des enfants a été le plus gravement affecté par une combinaison de facteurs tels qu'une ration alimentaire inadéquate ou la prévalence élevée de la diarrhée et d'autres maladies qui empêchent une digestion convenable des aliments consommés. Ce type d'information ne

peut être obtenu qu'en pesant et en mesurant les enfants de façon systématique.

Les informations communiquées par les pays qui ont réalisé des enquêtes anthropométriques montrent que dans le monde en développement, une proportion d'enfants alarmante subit les effets de la sous-alimentation. Si l'on en croit les données recueillies à la suite d'enquêtes menées entre 1987 et 1998, deux enfants sur cinq, dans le monde en développement, souffrent d'un retard de la croissance, un sur trois d'insuffisance pondérale, et un sur 10 de dépérissement.

Ces chiffres varient considérablement d'une région à l'autre. En Asie du Sud, la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale, contre 33 pour cent en Afrique et 21 pour cent en Asie de l'Est et du Sud-Est. La plus faible incidence est enregistrée en Amérique latine et aux Caraïbes. C'est en Asie du Sud que l'incidence de la dénutrition est la plus élevée, or cette région compte une population très importante d'enfants de moins de cinq ans : c'est pourquoi, à l'échelle mondiale, elle totalise près de la moitié des cas d'insuffisance pondérale et de retard de la croissance parmi les enfants. Le nombre d'enfants qui n'atteignent pas le poids et la taille correspondant à une croissance normale est plus élevé en Asie du Sud que dans n'importe quelle autre région du monde.

La mesure de l'état nutritionnel

Ainsi qu'il est mentionné dans la Remarque sur la méthode (page 6), la mesure du degré de sous-alimentation repose sur l'estimation de la ration alimentaire. Mais pour mesurer le degré de malnutrition, il est nécessaire d'avoir recours à des indicateurs anthropométriques qui rendent compte de ce qui se passe dans le corps d'un individu (voir ci-contre pour la définition des termes).

La mesure de la ration alimentaire et l'anthropométrie répondent à des objectifs différents, et chaque méthode présente des avantages et des limites. À l'heure actuelle, on utilise en premier lieu les données anthropométriques pour mesurer l'état nutritionnel des jeunes enfants. On utilise en général trois critères fondés sur l'anthropométrie pour mesurer le degré de dénutrition : le dépérissement (PIT), le retard de croissance (TIA) et l'insuffisance pondérale (PIA). On considère qu'un enfant souffre de carence nutritionnelle lorsque sa taille est considérablement inférieure par rapport aux critères uniformes normalement utilisés concernant la croissance de l'enfant.

Par contre, dans le présent rapport, la prévalence de la sous-alimentation est mesurée pour une population totale en comparant les données des apports alimentaires avec les besoins alimentaires standard par pays. Ces besoins sont déterminés sur la base des besoins énergétiques, compte tenu de la taille par sexe et par groupe d'âge de la population.

Les données anthropométriques sont obtenues à partir d'enquêtes dont la fréquence et le calendrier varient de pays à pays. En conséquence, ces données doivent être utilisées avec prudence lors de comparaisons entre les pays et les périodes de temps. Le calcul de l'apport alimentaire, toutefois, s'appuie sur des données plus rapidement disponibles, récentes et comparables de par les pays. Ainsi, elles peuvent être utilisées de manière efficace pour obtenir une vision instantanée des conditions actuelles, même si elles ne donnent pas une vision globale des facteurs déterminant l'état nutritionnel.

Quelques termes couramment utilisés

insécurité alimentaire insuffisance de la ration alimentaire, qui peut être temporaire (en période de crise), saisonnière ou chronique (lorsqu'elle se manifeste de façon continue)

sous-alimentation insécurité alimentaire chronique; la ration alimentaire n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins énergétiques de base, et ce de façon continue

vulnérabilité existence de facteurs en présence desquels l'individu risque d'être exposé à l'insécurité alimentaire ou à la malnutrition

malnutrition condition physiologique résultant de l'inadéquation ou du déséquilibre de la ration alimentaire ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture consommée

• **dénutrition** résultat d'une insuffisance prolongée de la ration alimentaire et/ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture consommée. Ses manifestations incluent un dépérissement, un retard de croissance, un poids insuffisant par rapport à la taille, une capacité cognitive réduite, un mauvais état de santé et une faible productivité

• **déficience en micronutriments** manque de vitamines et de minéraux essentiels résultant d'une ration alimentaire déséquilibrée et de problèmes spécifiques d'assimilation de la nourriture consommée

• **sumnutrition** résultat d'une ration alimentaire excessive

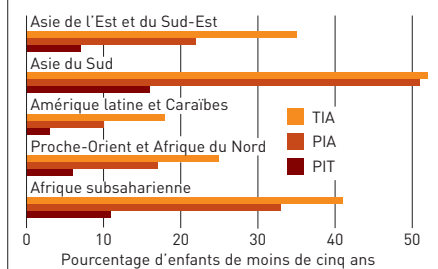
anthropométrie fondé sur la mensuration du corps humain

• **dépérissement (PIT)** poids insuffisant par rapport à la taille, résultant en général d'une perte de poids associée à une période d'inanition ou à une maladie grave récentes

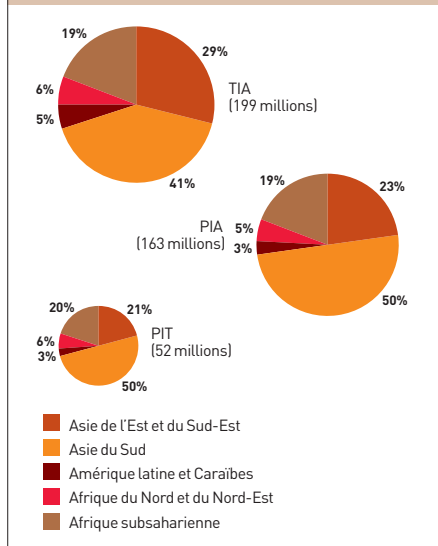
• **retard de croissance (TIA)** taille insuffisante par rapport à l'âge, phénomène s'expliquant par un épisode prolongé de dénutrition, ou par des épisodes récurrents dans le passé

• **insuffisance pondérale (PIA)** poids insuffisant par rapport à l'âge, phénomène s'expliquant par une condition actuelle résultant d'une ration alimentaire inadéquate, d'épisodes passés de dénutrition ou d'un mauvais état de santé

La dénutrition parmi les enfants dans les régions en développement



La dénutrition parmi les enfants, par région



État nutritionnel et vulnérabilité

Le bien-être des jeunes enfants

Outre la mesure de la taille et du poids des enfants, le recours à d'autres indicateurs sanitaires peuvent contribuer à identifier les problèmes d'ordre nutritionnel et à les traiter. Le tableau 2 (page 30) présente trois indicateurs de l'état nutritionnel et trois indicateurs révélateurs de l'environnement sanitaire, sur la base des informations les plus récentes dont on dispose. Les indicateurs nutritionnels utilisés sont les suivants: le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans chez lesquels on avait observé un dépérissement (PIT), un retard de la croissance (TIA) ou une insuffisance pondérale (PIA) au moment de l'enquête la plus récente. Les indicateurs sanitaires sont l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité parmi les enfants de moins de cinq ans, et le pourcentage de la population ayant accès à des installations sanitaires adéquates.

Lorsque chacun de ces taux et de ces pourcentages est élevé, cela indique à l'évidence l'existence de problèmes de santé et d'ordre nutritionnel graves. À l'inverse, lorsqu'ils sont peu élevés dans l'ensemble, la situation présente un caractère de gravité moindre. Dans tous les

cas, les résultats concrets obtenus par chaque pays corroborent ces données. Parmi les quelque 80 pays examinés, neuf ont obtenu un excellent classement au regard de tous les indicateurs. Dans chacun de ces neuf pays, la prévalence de la sous-alimentation, estimée sur la base de la disponibilité de la nourriture et de l'accès à l'alimentation, était modérément ou très faible. À l'autre extrémité, 16 pays où l'on observe une prévalence de la sous-alimentation modérément ou très élevée ont obtenu un très mauvais classement à tous les titres. Ces 16 pays font également état d'un taux de prévalence de la sous-alimentation modérément élevé ou très élevé.

En général, le meilleur moyen de déterminer l'incidence de la ration alimentaire, des conditions sanitaires et du type de soins fournis sur l'état nutritionnel des enfants consiste à analyser l'évolution des indicateurs pertinents pour chaque pays sur une période donnée. Toutefois, cela est impossible du fait que les enquêtes en profondeur indispensables pour assurer le suivi de l'état nutritionnel, de la santé et des conditions sanitaires ne sont

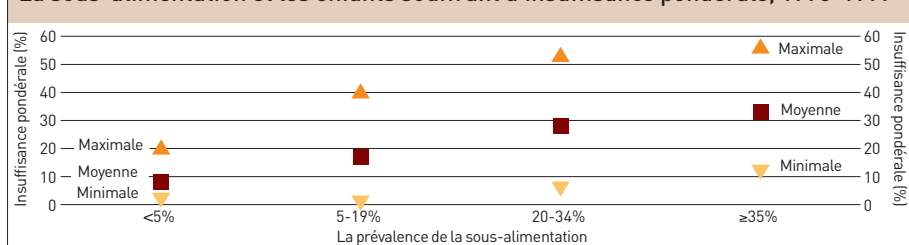
pas réalisées assez fréquemment. En conséquence, les résultats présentés ici se limitent par nécessité à des comparaisons entre pays, qui donnent une idée de la manière dont des facteurs tels que la ration alimentaire et les conditions sanitaires affectent l'état nutritionnel.

Les graphiques figurant sur cette page montrent comment l'état nutritionnel des enfants est associé aux indicateurs relatifs à la ration alimentaire, à l'état de santé et aux conditions sanitaires qui sont ceux de la population dans son ensemble. Le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'une insuffisance pondérale a été sélectionné comme indicateur de l'état nutritionnel. La prévalence de la sous-alimentation a été utilisée comme indicateur de la ration alimentaire, l'espérance de vie comme indicateur de l'état de santé général, et le pourcentage de la population ayant accès à des installations sanitaires adéquates comme indicateur des conditions sanitaires.

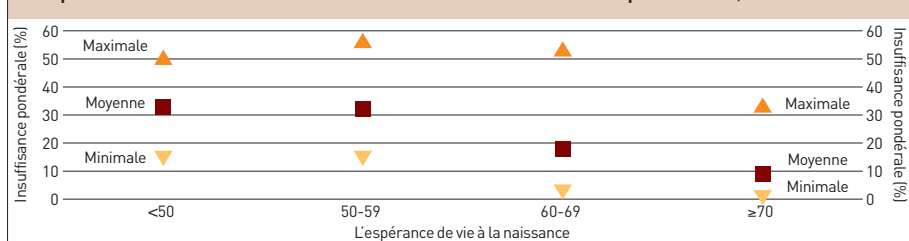
Sur chaque graphique, les pays ont été groupés selon des catégories indiquant si la prévalence de la sous-alimentation ou de conditions sanitaires défavorables est faible, moyenne, élevée ou très élevée (axe horizontal). La valeur la plus élevée, la valeur la plus basse et la valeur moyenne en ce qui concerne le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale sont indiquées verticalement pour les pays inclus dans chaque catégorie. Par exemple, le graphique comparant la prévalence de la sous-alimentation avec celle des enfants souffrant d'insuffisance pondérale montre que parmi les pays où 35 pour cent ou plus de la population sont sous-alimentés, en moyenne, un tiers (33 pour cent) des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, avec des valeurs qui varient d'un minimum de 12 pour cent à un maximum de 56 pour cent.

Cela n'est guère surprenant: les graphiques montrent que l'état nutritionnel des enfants a tendance à être meilleur dans les pays où la population mange mieux, vit plus longtemps et dispose de meilleures installations sanitaires. Le fait qu'un pourcentage élevé d'enfants souffrent d'insuffisance pondérale même dans certains pays où l'on enregistre une prévalence peu élevée de la sous-alimentation ou un taux d'accès très élevé aux installations sanitaires confirme que l'état nutritionnel est déterminé par une combinaison de nombreux facteurs. Pour mieux comprendre l'interaction de ces facteurs, il est nécessaire de procéder à un recueil plus fréquent et à une analyse plus sophistiquée de données pertinentes. L'élaboration de tels outils constitue un défi prioritaire pour le SICIAT.

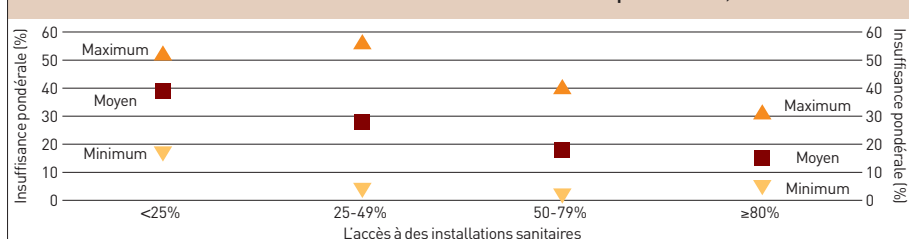
La sous-alimentation et les enfants souffrant d'insuffisance pondérale, 1995-1997



L'espérance de vie et les enfants souffrant d'insuffisance pondérale, 1995



L'assainissement et les enfants souffrant d'insuffisance pondérale, 1990-1997



L'incidence de la malnutrition dans les zones vulnérables

La plupart des victimes de la faim et des individus sous-alimentés de par le monde résident dans des zones dites vulnérables – où des facteurs environnementaux, sociaux et autres les exposent à un risque accru de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Mais les facteurs spécifiques qui déterminent cette vulnérabilité varient d'un site à l'autre. Afin de comprendre ces différences et d'adopter

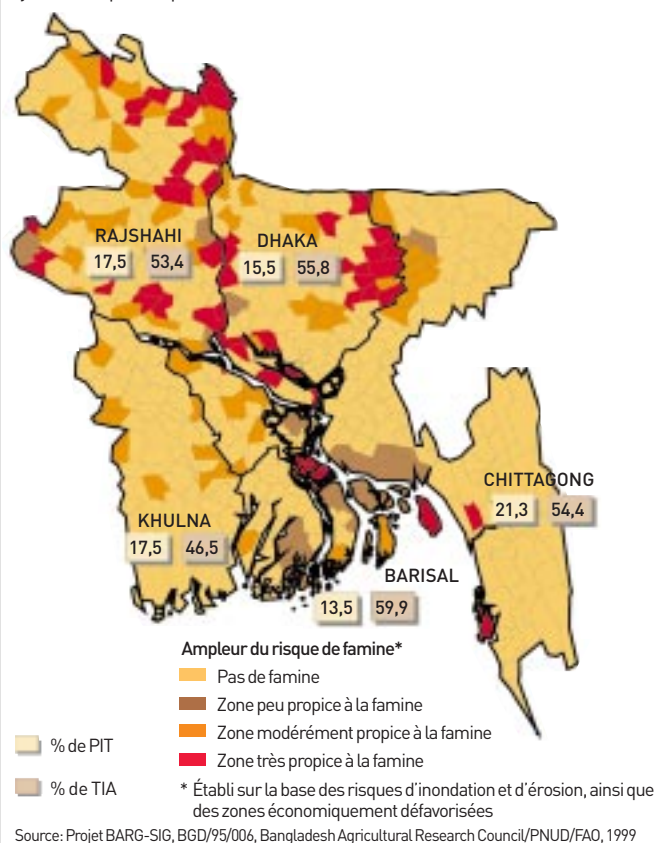
des réponses appropriées, il faut analyser ces zones vulnérables sur le plan national, mais aussi à l'échelon sous-national. Compte tenu des progrès technologiques qui rendent possible la cartographie des informations au niveau des États, des provinces ou des districts, un nombre croissant de pays entreprennent ce travail. Les cartes sur ces pages présentent les résultats obtenus par quatre pays qui ont eu recours à des critères

différents pour déterminer leurs zones vulnérables. Ces cartes présentent en outre des informations relatives à l'incidence du retard de croissance grave (TIA) parmi les enfants de moins de cinq ans. La corrélation très nette entre la vulnérabilité et la malnutrition infantile apparaît clairement, tout comme les différences entre les pays qui connaissent divers degrés de sous-alimentation à l'échelle nationale.

Bangladesh: insécurité alimentaire dans une nation rurale

Pauvreté et malnutrition demeurent endémiques au Bangladesh, nation en grande majorité agricole, où la plupart des foyers ruraux ne possèdent pas de terre et rares sont les autres opportunités d'obtenir un revenu. Avec à peine 2 000 calories par personne et par jour, les besoins essentiels de la population en matière d'alimentation ne sont pas satisfaits. Certaines régions du pays sont encore exposées à un risque de famine, ainsi que l'illustre la carte ci-dessous.

Globalement, le taux de sous-alimentation est très élevé (37 pour cent), tout comme les taux d'insuffisance pondérale (PIA), de retard de croissance (TIA) et de dépérissement (PIT) parmi les enfants. Ces taux sont élevés dans l'ensemble des zones rurales, où résident 80 pour cent de la population du Bangladesh. Techniquement, plus de 60 pour cent des foyers ruraux ne possèdent pas de terre, et ils ne peuvent guère compter sur une diversification de leurs sources de revenus. Leur vulnérabilité est encore aggravée par les crues fréquentes durant la saison de la mousson, par les cyclones et par les périodes de sécheresse.

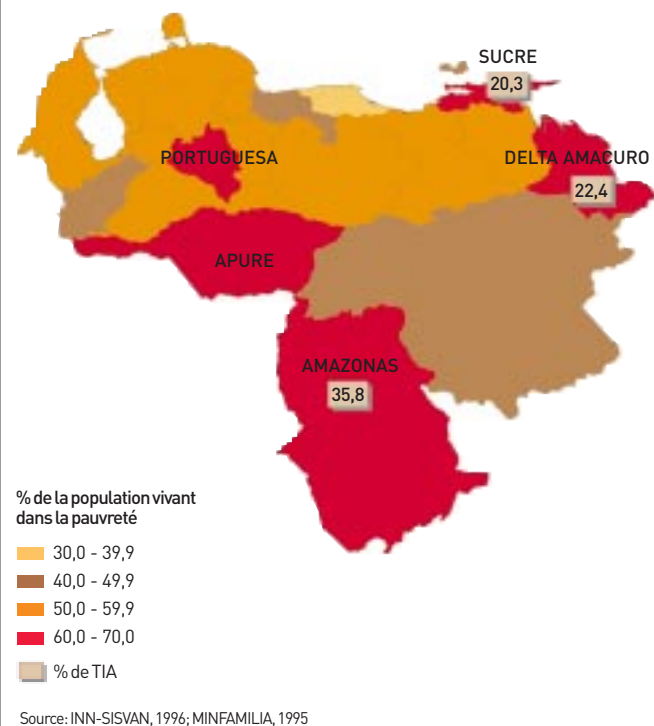


Venezuela: pauvreté étendue malgré les revenus du pétrole

Grâce aux revenus substantiels qu'il tire de la production pétrolière, le Venezuela est un pays fortement urbanisé, qui dispose de denrées alimentaires en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de sa population. Mais la pauvreté demeure généralisée, puisqu'elle affecte près de la moitié des habitants. Dans certains États ruraux appauvris, un tiers des enfants ont subi des périodes de dénutrition répétées ou prolongées.

À l'échelle nationale, 15 pour cent de la population du Venezuela (pourcentage modérément faible) sont sous-alimentés et les taux de retard de la croissance (TIA), de dépérissement (PIT) et d'insuffisance pondérale (PIA) parmi les enfants sont tous faibles. Toutefois, ainsi que la carte le montre, entre 20 pour cent et 36 pour cent des enfants souffrent de TIA dans plusieurs États du sud et de l'est du pays, où près des deux tiers de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Un chômage en augmentation et une inflation élevée ont exacerbé les problèmes nutritionnels des plus démunis en milieu rural, et plus particulièrement des populations autochtones. Il est nécessaire de procéder à une analyse plus approfondie pour identifier les poches de pauvreté et de malnutrition dans les villes, où résident 85 pour cent de la population vénézuélienne.



État nutritionnel et vulnérabilité

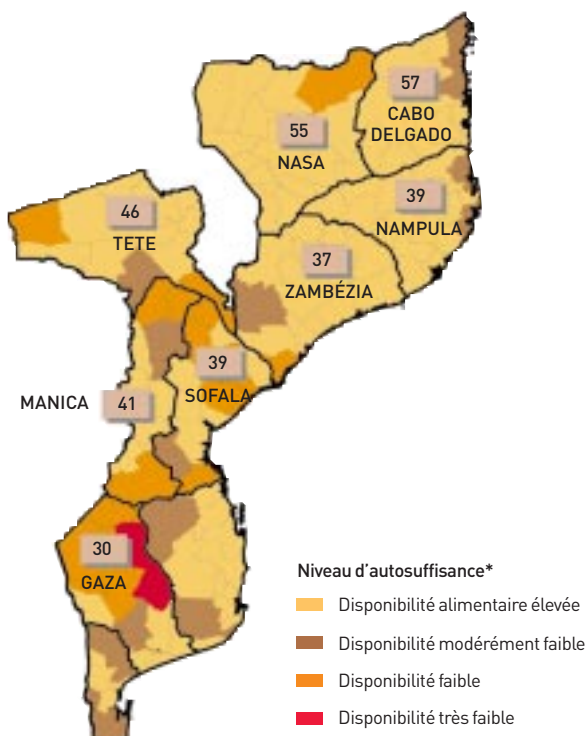
L'incidence de la malnutrition dans les zones vulnérables

Mozambique – pauvreté endémique

Même si l'on observe de signes de redressement depuis qu'un terme a été mis à plusieurs décennies de guerre, le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres du monde. Cette pauvreté endémique se manifeste par des taux très élevés de sous-alimentation (63 pour cent de la population sont touchés) et par l'insuffisance de ressources alimentaires qui sont loin de satisfaire aux besoins de sa population, avec moins de 1 800 calories par personne et par jour. On note également une proportion élevée d'enfants souffrant de retard de croissance (TIA) et d'insuffisance pondérale (PIA).

Le Mozambique demeure majoritairement rural et agricole: les deux tiers de la population vivent à la campagne et les trois quarts dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Les mesures prises dans le but de faire diminuer la vulnérabilité se concentrent sur les zones rurales et sont couplées d'une assistance à court terme à destination des personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables.

Bien que les taux de TIA soient supérieurs à 30 pour cent dans huit des 10 provinces que compte le Mozambique, la carte révèle des différences notables entre le nord et le sud du pays. Curieusement, c'est dans la région septentrionale, où davantage de denrées alimentaires sont disponibles, que l'on observe les taux de TIA les plus élevés. C'est, du moins en partie, l'une des conséquences persistantes de la guerre qui a ravagé ces régions en particulier. Dans le sud semi-aride, où le degré d'autosuffisance en matière de production alimentaire est très faible, et ce de façon chronique, les mécanismes mis en place pour y remédier – diversification des sources de revenus, production animale, envoi de fonds – contribuent à faire diminuer les taux de TIA.

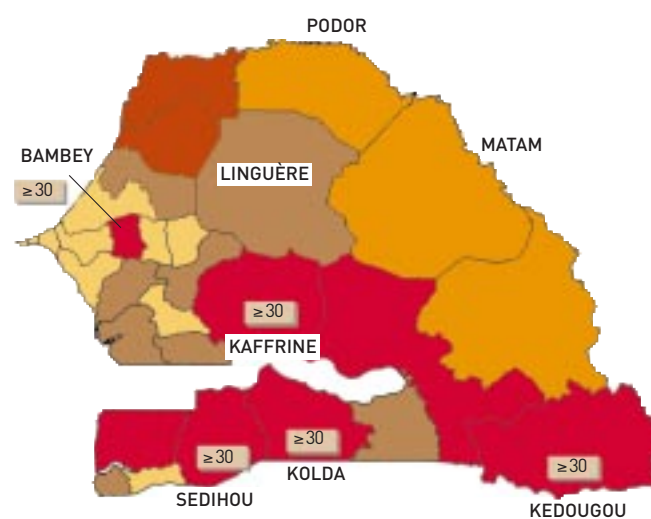


Source: PAM/VAM, 1997-1998; IDSM, 1997

Sénégal – malnutrition tenace dans le sud

Bien que le Sénégal soit l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique, les trois quarts de la population dépendent encore de l'agriculture pour leur subsistance. À l'échelle nationale, le taux de sous-alimentation est modérément faible et les ressources alimentaires disponibles sont adéquates pour satisfaire aux besoins de la population. Toutefois, on observe encore des taux moyens à élevés d'insuffisance pondérale (PIA), de retard de croissance (TIA) et de dépérissement (PIT) parmi les enfants, et ce dans l'ensemble du pays. Dans certaines zones rurales caractérisées par de mauvaises conditions sanitaires, une productivité agricole en déclin, une pauvreté généralisée et une faible diversification des sources de revenus, un tiers des enfants de moins de cinq ans – voire davantage – souffrent de TIA.

C'est dans plusieurs districts ruraux et isolés du pays que l'on observe la prévalence de TIA la plus élevée. Dans deux autres districts ruraux – Podor et Matam, dans le nord-est –, ces taux sont bien moindres, alors qu'il s'agit pourtant de zones à risques en termes de sécheresse et de problèmes de santé. L'amélioration de la nutrition infantile s'explique en partie par l'utilisation de périmètres irrigués qui assurent une protection contre la sécheresse, en partie par l'envoi de fonds par les membres de la famille qui vivent à l'extérieur du district. De même, en dépit d'un taux de pauvreté élevé, les bergers semi-nomades du district de Linguère connaissent une relative sécurité alimentaire grâce à l'utilisation qu'ils font des produits issus de l'élevage et à la production de millet.



Source: UNICEF, 1996; PAM/VAM, 1996

Les populations vulnérables – qui sont-elles et pourquoi le sont-elles

Le fait de surveiller le nombre de personnes sous-alimentées constitue un moyen de quantifier les progrès effectués et de déterminer combien il reste à accomplir. Cela permet aussi de se concentrer sur la cible à atteindre. Mais connaître le nombre des victimes de la faim ne suffit pas à guider ceux qui doivent agir. Ils ont besoin d'informations plus spécifiques, qui portent sur les groupes les plus exposés, potentiellement, à l'insécurité alimentaire, ainsi que sur les facteurs à l'origine de ce risque.

L'analyse empirique de la vulnérabilité a notablement évolué au cours de la dernière décennie. La plupart des efforts consentis jusqu'à ce jour visaient à trouver le moyen d'identifier les zones géographiques spécifiques où résidaient les populations vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire. Les cartes figurant sur les deux

pages précédentes montrent les résultats qu'il est possible d'obtenir en utilisant des critères spécifiques à chaque pays pour déterminer les zones qui nécessitent une attention particulière.

Mais en dernière analyse, ce sont les conditions de vie de ces populations qui comptent le plus. Dans le but de déterminer qui est vulnérable, mais aussi pourquoi, le secrétariat du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV) a donc entamé la constitution d'une base de données sur les groupes vulnérables: à cette fin, les publications récentes et les comptes rendus des séances de réflexion interdisciplinaires organisées par les pays participants ont été passés au crible. Une synthèse des résultats obtenus à la mi-1999 est présentée ci-dessous et sur la page suivante.

Une enquête révèle que 800 000 foyers américains sont sous-alimentés

Les enquêtes nationales et sous-nationales permettent de recueillir des informations précises quant à l'identité des personnes sous-alimentées ou vulnérables, à leur lieu de résidence, et aux facteurs contribuant à leurs difficultés. Les États-Unis ont été l'un des premiers pays développés à mener ce type d'enquête.

Le Gouvernement des États-Unis a joint un Supplément sur la sécurité alimentaire à l'Enquête sur l'état de la population qu'il réalise chaque année. Ce supplément contient des questions telles que: «Dans les 12 derniers mois, vous est-il arrivé, à vous ou à d'autres adultes de votre foyer, de rester toute une journée sans manger parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture?» Les résultats montrent que 4,2 millions de foyers américains ont souffert de la faim à des degrés divers pendant au moins une partie de l'année. On a dénombré environ 800 000 foyers ayant souffert de la faim à un degré élevé, où des enfants étaient touchés ou dans lesquels des adultes étaient plus gravement affectés.

Du fait que cette enquête portait sur les foyers plutôt que sur les individus, elle n'a pas donné lieu à une estimation du nombre de personnes sous-alimentées aux États-Unis. Mais elle a permis d'identifier les groupes vulnérables suivants:

- les sans-abri;
- les enfants de foyers démunis;
- certains foyers dirigés par des femmes, certains foyers afro-américains ou hispaniques, et ceux résidant dans le centre des grandes villes;
- les personnes démunies qui travaillent;
- certains immigrés légaux soumis à des restrictions en matière d'aide sociale;
- certains foyers constitués d'une seule personne, par exemple des adultes en bonne condition physique mais qui n'ont personne à charge et risquent donc de se voir retirer l'aide dont ils bénéficiaient;
- certaines personnes âgées ou infectées par le VIH;
- certains résidents des zones et communautés rurales;
- les Indiens d'Amérique, les natifs de l'Alaska, et d'autres qui vivent dans des zones reculées;
- les ouvriers agricoles migrants et saisonniers.

Groupes vulnérables identifiés grâce au SICIAV

Victimes de conflit

- personnes déplacées à l'intérieur de leur pays
- réfugiés
- personnes qui reviennent dans leur pays, ne possédant pas de terre
- personnes souffrant d'un handicap par suite de l'explosion d'une mine
- invalides de guerre
- veuves et orphelins de guerre

Travailleurs migrants et leurs familles

- bergers migrants qui veillent sur les troupeaux d'autrui
- travailleurs migrants en quête d'emploi saisonnier
- foyers dirigés par une femme, car abandonnés par des travailleurs migrants

Populations marginales en zones urbaines

- jeunes qui ne sont plus scolarisés
- chômeurs
- conducteurs de pousse-pousse et de moto-taxis
- immigrants récemment arrivés
- habitants des taudis de la périphérie
- dockers et porteurs
- travailleurs de la construction
- ouvriers du secteur informel
- sans-abri
- orphelins
- enfants des rues
- personnes vivant seules avec un revenu fixe modeste ou sans aide (personnes âgées, retraitées, veuves et veufs, personnes divorcées, invalides ou handicapées)
- mendiants

Personnes appartenant aux classes sociales à risque

- autochtones
- minorités ethniques
- foyers d'illettrés

Certains, voire tous les membres de foyers à revenus modestes au sein de systèmes de subsistance vulnérables

- exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance ou à petite échelle
- foyers agricoles dirigés par une femme
- paysans non propriétaires
- ouvriers agricoles
- pêcheurs
- pasteurs nomades
- gardiens sédentaires, producteurs de bétail à petite échelle et agropasteurs
- habitants des forêts
- petits producteurs agricoles et maraîchers en zones périurbaines
- journaliers ou ouvriers sous contrat à durée déterminée

Personnes dépendantes vivant seules ou dans des foyers à faibles revenus avec de nombreux enfants

- personnes âgées
- femmes en âge de procréer, en particulier femmes enceintes ou qui allaitent
- enfants de moins de cinq ans, en particulier les nourrissons
- personnes handicapées ou malades

État nutritionnel et vulnérabilité

Les caractéristiques de la vulnérabilité

Victimes de conflits: Les rapatriés au Guatemala

Dans un pays qui sort à peine de plusieurs décennies de conflit civil, les réfugiés et les personnes déplacées reviennent dans des zones qu'ils avaient été contraints d'abandonner. Certains rapatriés ont reçu à manger, ainsi que d'autres types d'aide. Mais nombre d'entre eux n'ont reçu aucun soutien et ont retrouvé leurs logements détruits et leurs terres occupées. Ils ont été obligés de repartir à zéro, et ils n'ont pu obtenir assez à manger pour satisfaire leurs besoins journaliers minimaux.

Les régions dans lesquelles ils sont revenus se caractérisent par une agriculture sur brûlis sur de petites parcelles de terre, de plus en plus surexploitées. Le régime foncier constitue un problème épineux, et les services essentiels sont quasi inexistantes. La productivité est faible et décline à mesure que la qualité des terres se dégrade. Les résidents comme les rapatriés appartiennent désormais à un groupe extrêmement vulnérable.



Les personnes dépendantes dans les familles à faibles revenus: Les pauvres à Auckland, Nouvelle-Zélande

Les immigrants des îles du Pacifique, les Maoris et les autres individus démunis de la ville d'Auckland, ont été identifiés comme l'un des groupes les plus vulnérables du pays. Ils dépendent principalement des allocations d'aide sociale versées par l'État, bien que nombre d'entre eux complètent leurs revenus en recourant au marché noir et à d'autres pratiques illégales. Le degré d'occupation des logements est dans la plupart des cas élevé, puisqu'il arrive souvent que deux familles nombreuses, voire davantage, habitent le même logement. Étant donné qu'ils disposent de peu d'argent pour se nourrir, ces groupes ont tendance à consommer des aliments riches en calories mais dépourvus d'autres nutriments, d'où un régime alimentaire déséquilibré. En général, leur état nutritionnel est mauvais, même lorsque la quantité d'aliments consommée est adéquate.

La migration depuis les îles a été déclenchée par la dégradation des terres, les crues à répétition, l'absence d'assurance contre les catastrophes naturelles et les efforts pour éliminer la culture de plantes illicites. Mais les modifications récemment apportées au système des allocations de logement, ainsi que l'intensification de la répression du marché noir rendent les conditions encore plus difficiles.



Les groupes de population urbaine marginaux: Les retraités de Bakou, en Azerbaïdjan

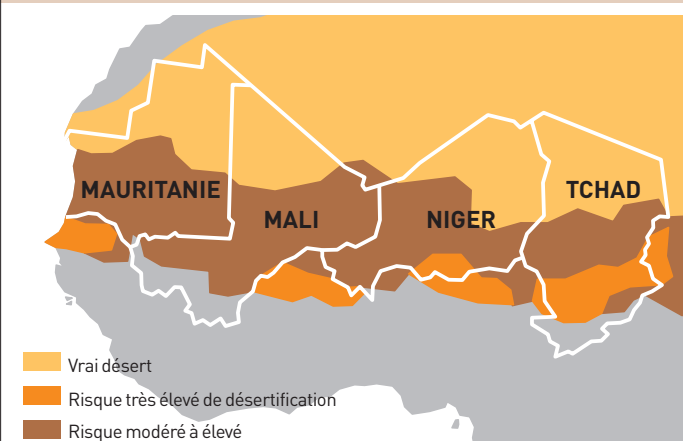
À Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, la survie des retraités et des invalides dépend du versement de salaires mensuels. Leur pouvoir d'achat, déjà modeste, a diminué de façon régulière en raison de l'inflation, et les versements ont souvent du retard. Beaucoup de retraités valides effectuent des travaux mal payés ou doivent mendier pour compléter leurs pensions.

Avec de maigres revenus mais des dépenses de santé élevées, ce groupe est très exposé au risque de sous-alimentation et de malnutrition. Pour les invalides qui n'ont pas de famille, l'isolement et le manque de mobilité accroissent encore ce risque. En outre, beaucoup de personnes âgées souffrent d'un manque d'intérêt pour la nourriture, ce qui peut augmenter encore leur vulnérabilité.





Les foyers démunis au sein de systèmes vulnérables: Les pasteurs des zones sahéniennes



Dans la région aride du Sahel, en Afrique de l'Ouest, l'environnement a toujours été très dur. À mesure que les populations croissent, les pasteurs qui parvenaient à gagner de quoi vivre grâce à leurs troupeaux éprouvent de plus en plus de difficultés à se procurer une ration alimentaire suffisante. Leur vulnérabilité est en partie due à des facteurs environnementaux, notamment des précipitations insuffisantes ou irrégulières, l'absence de points d'eau et l'avancée du désert, et en partie à des facteurs humains – dégradation de l'environnement et de la qualité des pâturages et non-respect des lois.

La combinaison de la pression démographique et des contraintes environnementales ne laisse aux populations guère de moyens de se protéger contre la faim en cas de sécheresse ou de crues importantes, ou lorsque les réserves alimentaires ont été entamées par plusieurs mauvaises récoltes consécutives. Bien qu'il soit souvent considéré comme un signe de vulnérabilité, l'exode rural représente peut-être aussi la meilleure stratégie dont disposent ceux qui vivent dans cette partie du monde exposée à toutes sortes de périls.

Les travailleurs migrants et leurs familles: Les migrants saisonniers au Bénin



Les ménages dirigés par des femmes – lorsque les hommes se déplacent en quête d'emplois saisonniers – constituent un groupe vulnérable important dans l'ensemble de l'Afrique ou presque. Au Bénin, beaucoup d'hommes du nord du pays se dirigent vers le sud à la saison des récoltes, pour y travailler en tant qu'ouvriers agricoles. Les femmes qui restent derrière produisent de quoi manger aux alentours de leur logement et pratiquent le commerce à petite échelle, élèvent quelques têtes de bétail et produisent de la bière locale. Les terres qu'elles cultivent sont souvent dégradées, et elles ne possèdent ni les connaissances ni les techniques nécessaires pour les réhabiliter.

Bien qu'elles agissent en tant que chef de famille lorsque les hommes sont absents, les femmes ne disposent en général que d'un pouvoir de décision limité. En outre, les ressources du ménage sont souvent utilisées à d'autres fins que celles alimentaires. La priorité va souvent à la fabrication de bière à partir du sorgho, et l'argent que rapporte le mari de retour de migration est souvent affecté à des achats de prestige. En conséquence, il arrive que certains membres de la famille n'aient pas assez à manger.

Les classes sociales à risque: Les minorités isolées au Viet Nam



Les minorités vivant dans certaines régions montagneuses du Viet Nam sont considérées comme particulièrement vulnérables. Elles sont géographiquement isolées et résident dans des zones où la productivité est limitée par l'érosion, la dégradation environnementale, les feux de forêt et les autres catastrophes naturelles.

En raison de leur isolement, ces populations montagnardes n'ont pas accès aux nouvelles technologies et travaillent encore à l'aide d'outils et de techniques rudimentaires. Partant, il n'est guère surprenant qu'elles éprouvent des difficultés à produire suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins: il leur faut souvent s'en remettre aux programmes d'aide gouvernementaux. De plus, un taux de natalité élevé accroît encore les pressions exercées sur leurs ressources limitées et sur leur environnement fragile.

État nutritionnel et vulnérabilité

Environnement: potentiel et contraintes

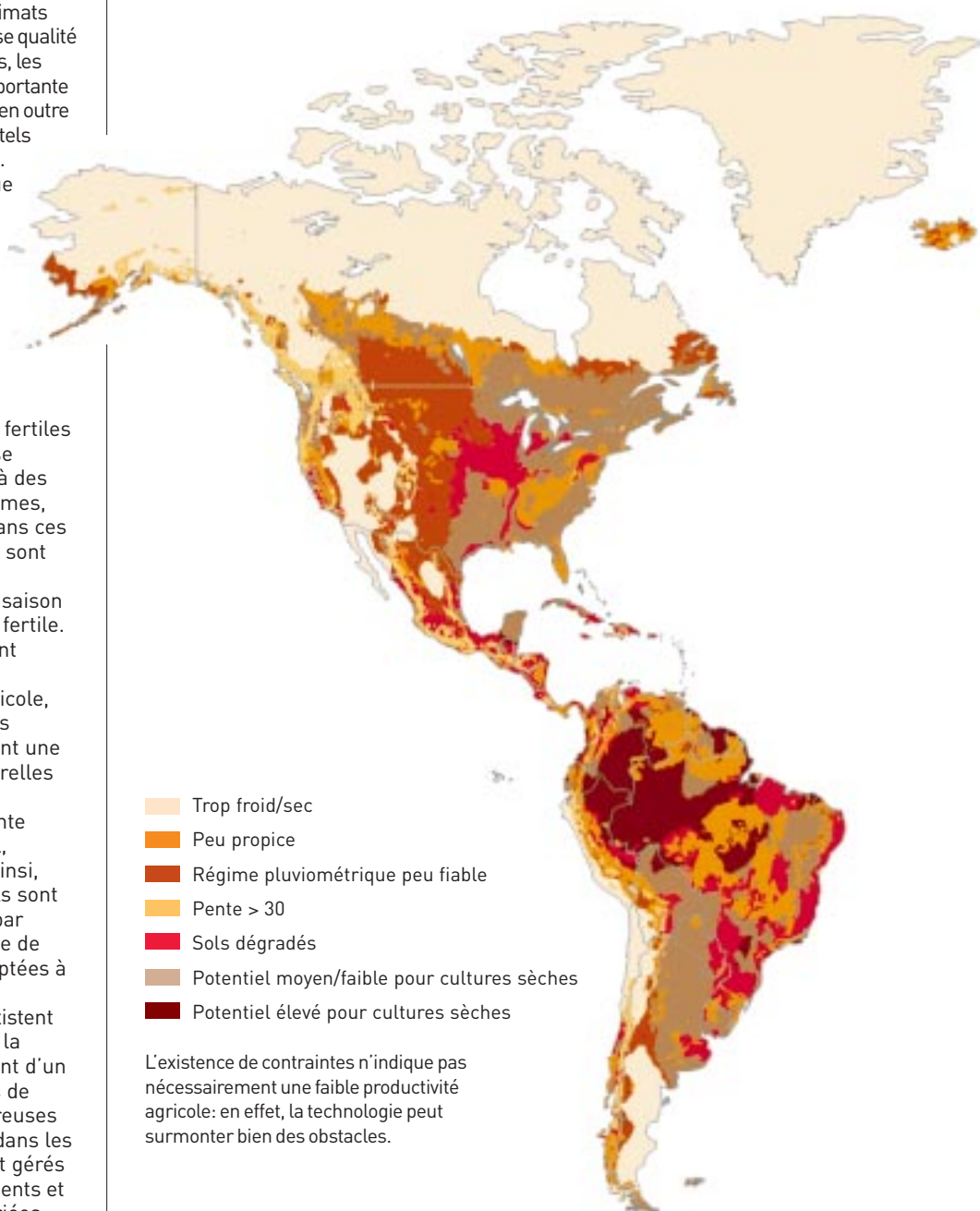
Nombre de facteurs environnementaux – certains naturels, d'autres imputables aux activités humaines – sont susceptibles de limiter le potentiel agricole et donc d'être une source de vulnérabilité. Il en va ainsi de ceux qui sont mentionnés sur la carte, à savoir les climats extrêmement secs ou froids, la mauvaise qualité des sols, des précipitations irrégulières, les pentes abruptes et une dégradation importante des sols. Une analyse complète devrait en outre inclure d'autres facteurs anthropiques, tels que la pollution et les mines terrestres.

Il est intéressant de constater que les zones où les précipitations sont irrégulières ont souvent un bon potentiel agricole. En effet, le degré le plus élevé de variabilité des précipitations est observé dans les zones où la hauteur pluviométrique est elle-même élevée, facteur qui favorise souvent l'agriculture. En réalité, à l'échelle mondiale, nombre des sols les plus fertiles et des climats les plus bénéfiques se situent dans des régions soumises à des conditions environnementales extrêmes, telles que les cyclones tropicaux. Dans ces régions, si certaines précautions ne sont pas prises, tempêtes et inondations peuvent anéantir les récoltes d'une saison entière et détruire la couche arable fertile.

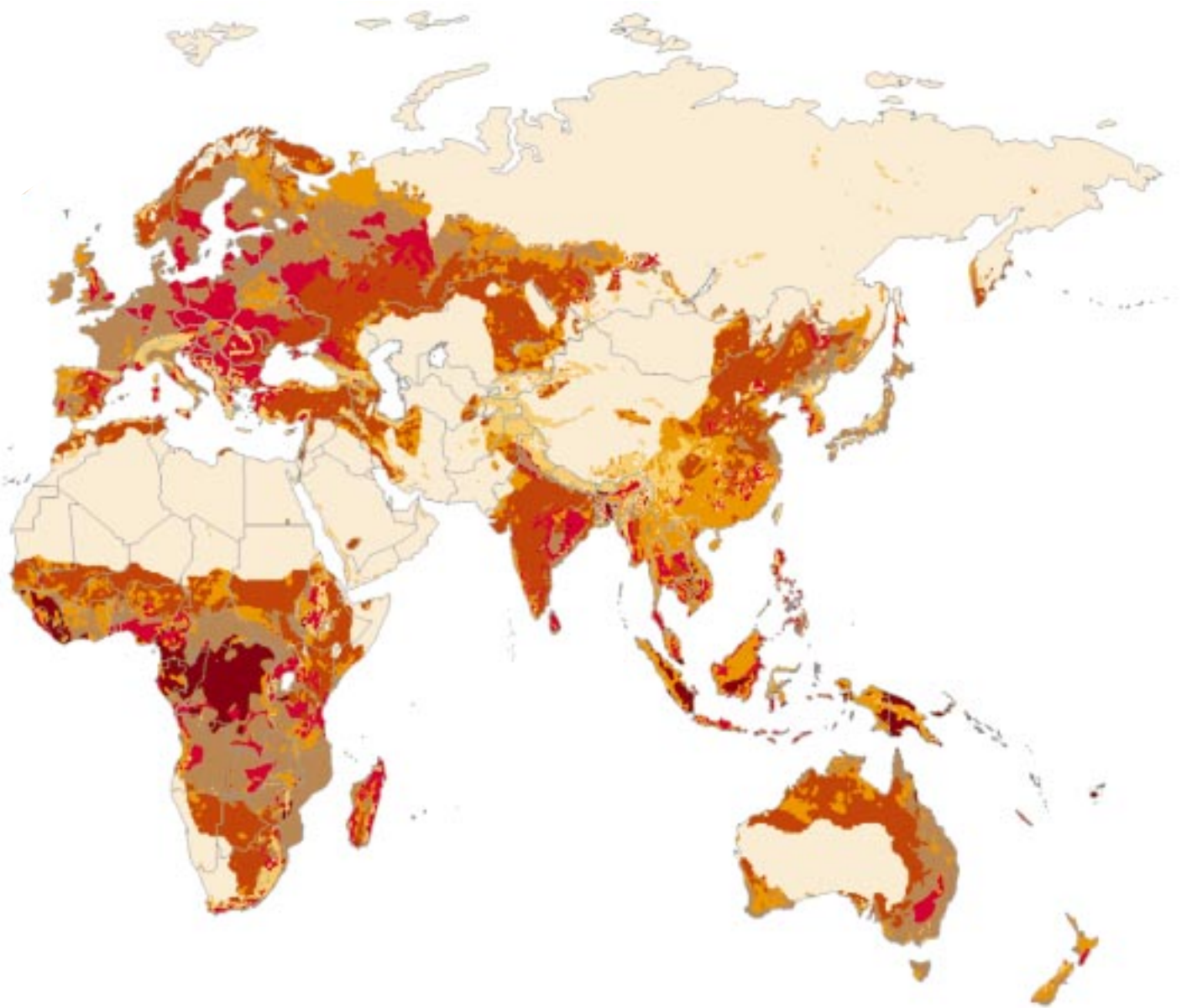
Les populations ont naturellement tendance à se concentrer dans les zones dotées d'un fort potentiel agricole, où le climat est bénéfique et les sols appropriés. Mais il en résulte souvent une surexploitation des ressources naturelles qui, lorsqu'elle se combine avec la variabilité des précipitations inhérente aux zones dotées d'un fort potentiel, conduit à la dégradation des sols. Ainsi, de nombreuses régions dont les sols sont aujourd'hui sévèrement dégradés, par exemple les hauts plateaux d'Afrique de l'Est, étaient jadis parfaitement adaptées à l'activité agricole.

Les risques environnementaux existent donc même dans les zones qui, sur la carte, sont décrites comme disposant d'un potentiel moyen ou élevé en termes de production agricole. Dans de nombreuses régions du monde, le plus souvent dans les pays industrialisés, ces risques sont gérés avec succès grâce à des investissements et à l'utilisation de techniques appropriées. Mais, lorsque ce n'est pas le cas, ils peuvent avoir une incidence négative sur les moyens de subsistance de la population, voire exposer cette dernière à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité.

Contraintes et opportunités pour la production agricole



L'existence de contraintes n'indique pas nécessairement une faible productivité agricole: en effet, la technologie peut surmonter bien des obstacles.



La dynamique du changement

Des facteurs générateurs de changements

L'analyse des progrès effectués dans le cadre de la lutte contre la faim ne révèle que rarement des changements spectaculaires d'une année sur l'autre. De temps à autre, une secousse majeure, d'ordre naturel ou historique – telle qu'un cyclone ou une guerre – déclenche une crise en matière de sécurité alimentaire (voir pages 25-27). Mais l'incidence de tels événements est souvent temporaire, et se manifeste par une augmentation subite du nombre de personnes sous-alimentées, qui n'altère cependant pas la trajectoire à long terme. Pour que soit atteint l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation, il sera nécessaire de consentir – avec succès – des efforts visant à modifier les tendances à long terme et à comprendre les nombreux facteurs qui les déterminent.

Les conditions varient considérablement d'un endroit à l'autre, de même que la combinaison de facteurs qui exposent certains groupes à la faim. Le plus souvent, de nombreux facteurs démographiques, environnementaux, économiques, sociaux et politiques sont à

blâmer. À la suite du Sommet, des efforts considérables ont été consentis pour mettre au point des méthodes et des indicateurs efficaces pour surveiller l'évolution de ces facteurs. Certains des premiers résultats obtenus sont présentés dans cette section, qui se concentre sur huit pays ayant enregistré des changements particulièrement notables depuis 1980.

Les données figurant dans les tableaux ci-dessous et les études de cas des quatre pages suivantes mettent en relief deux pays dans chacune des quatre régions du monde en développement: le pays où la prévalence de la faim a été réduite le plus rapidement et celui qui a souffert les pires revers. Sur les graphiques qui accompagnent chaque descriptif de pays, une comparaison est effectuée entre la ration alimentaire moyenne quotidienne en 1980 avec celle de 1996 et montre quelle proportion de la consommation alimentaire annuelle provient de la production nationale, du commerce et de ponctions dans les stocks alimentaires.

Les tableaux ci-dessous présentent plusieurs autres indicateurs qui permettent de mieux

comprendre les conditions qui affectent la sécurité alimentaire dans chacun de ces huit pays. Les taux de croissance démographique et le degré d'urbanisation montrent les tendances démographiques. La proportion de terres dégradées indique l'état environnemental d'une ressource productive importante, cependant que la superficie cultivée et l'augmentation des rendements montrent ce que la population a fait de cette ressource. L'indice de la production alimentaire et la croissance en termes de PNB indiquent de quelle manière l'économie s'est comportée et fournissent une première indication de la facilité ou de la difficulté éprouvée par la population pour accéder aux denrées alimentaires. À l'intérieur d'un pays, l'accès aux marchés est fortement affecté par l'accès aux routes pavées. Enfin, la proportion occupée par le principal groupe alimentaire dans le régime est un indicateur de la diversité alimentaire et du bien-être nutritionnel, cependant que l'accès à de l'eau salubre et le taux d'analphabétisme donnent une idée du degré de satisfaction des besoins élémentaires.

Indicateurs clés des pays qui ont enregistré les diminutions les plus importantes de la sous-alimentation

Dans chaque région, 1980-1996	CAMBODGE	HONDURAS	MAROC	GHANA
Croissance démographique, 1980-1996 (% par an)	3	3,1	1,9	3,3
Population urbaine, 1996 (%)	21	44	53	36
Superficie cultivée, 1980/1996 (% de la superficie totale)	11,4/21,0	15,7/18,2	17,7/21,5	15,2/19,1
Terres fortement dégradées, 1990-1992 (% de la superficie totale)	49,8	89,1	61,1	8,5
Rendements céréaliers, changement par hectare, 1980-1997 (% par an)	2,4	0,8	0,6	4,3
Principaux aliments de base, changement par hectare, 1980-1997 (%)	(riz) 64	(maïs) 25	(blé) 25	(manioc) 39
Indice de la production vivrière, 1980 (1989-1991 moyenne = 100)	58	90,5	59,4	74,3
Indice de la production vivrière, 1996 (1989-1991 moyenne = 100)	128,7	115,8	114	149,8
Augmentation du PNB, 1980-1996 (% par an)	5,99	2,67	3,91	2,27
Groupe principal en pourcentage du régime alimentaire, 1995-1997	78	48	62	48
Routes pavées, 1994-1996 (% du total)	7,5	20,3	50,7	24,5
Accès à de l'eau salubre, 1990-1996 (% de la population)	13	87	52	65
Taux d'analphabétisme, 1996 (% de la population)	...	30	56	36

Indicateurs clés des pays qui ont enregistré les augmentations les plus importantes de la sous-alimentation

Dans chaque région, 1980-1996	RPD DE CORÉE	CUBA	AFGHANISTAN	BURUNDI
Croissance démographique, 1980-1996 (% par an)	1,6	0,8	1,7	2,7
Population urbaine, 1996 (%)	62	76	20	8
Superficie cultivée, 1980/1996 (% de la superficie totale)	15,8/16,6	30,0/40,1	12,3/12,4	42,4/39,5
Terres fortement dégradées, 1990-1992 (% de la superficie totale)	17,2	48,3	12,5	80,1
Rendements céréaliers, changement par hectare, 1980-1997 (% par an)	-2,2	-2,6	0	1,5
Principaux aliments de base, changement par hectare, 1980-1997 (%)	(maïs) -56	(riz) -19	(blé) 4	(manioc) -7
Indice de la production vivrière, 1980 (1989-1991 moyenne = 100)	68,7	84,9	127,3	79,3
Indice de la production vivrière, 1996 (1989-1991 moyenne = 100)	59,1	61,7	109,3	98,4
Augmentation du PNB, 1980-1996 (% par an)	...	...	...	1,63
Groupe principal en pourcentage du régime alimentaire, 1995-1997	62	38	81	30
Routes pavées, 1994-1996 (% du total)	6,4	53,6	13,3	7,1
Accès à de l'eau salubre, 1990-1996 (% de la population)	13	95	15	52
Taux d'analphabétisme, 1996 (% de la population)	63	4	69	58



Une amélioration en termes de sécurité alimentaire dans la plupart des nations asiatiques

Une période de croissance économique rapide a permis d'enregistrer des progrès importants dans le domaine de la sécurité alimentaire et ce, dans la plupart des pays d'Asie et du Pacifique. C'est le Cambodge qui a ouvert la voie: entre 1980 et 1996, la proportion de personnes

sous-alimentées y a chuté de 62 à 33 pour cent. Nombre d'autres pays de la région font également état de réductions notables, dont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Myanmar, le Népal, le Pakistan et le Viet Nam. La sous-alimentation n'a gagné du terrain que dans deux pays: la Mongolie et la République

populaire démocratique de Corée. Dans ce dernier pays, le taux de sous-alimentation est passé de 16 pour cent à 48 pour cent. La crise financière a peut-être freiné le processus d'amélioration dans certains pays (voir page 27), mais la tendance globale demeure positive.

Cambodge – les dividendes de la paix

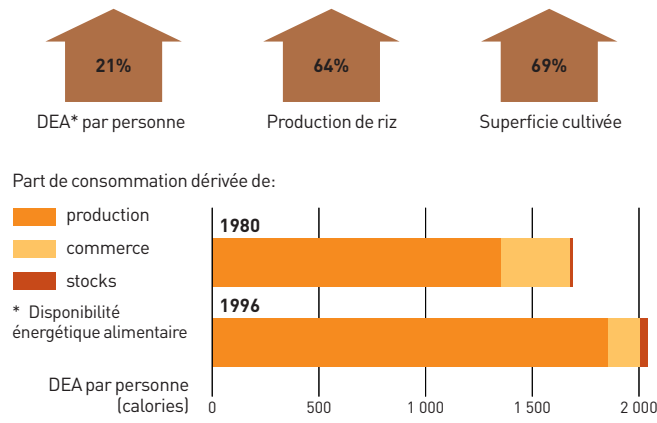
Au terme de plusieurs décennies de conflit, le Cambodge connaît une embellie: on y cultive plus de terres, on y produit davantage de denrées alimentaires, et le nombre des victimes de la faim est en très nette diminution. Entre 1980 et 1996, les agriculteurs ont pratiquement doublé la superficie cultivée. La production de riz, principal aliment de base, a connu une hausse fulgurante de 64 pour cent. La production de porc, de bœuf et de volailles a connu une expansion rapide. En raison de l'augmentation de la production alimentaire, les Cambodgiens mangent beaucoup mieux, en dépit d'une croissance démographique rapide et du déclin des importations de denrées alimentaires.

Toutefois, malgré ces récents progrès, le Cambodge demeure un pays très pauvre, et nombre de ses habitants souffrent encore d'insécurité alimentaire. En effet, malgré une augmentation de 21 pour cent de la ration alimentaire moyenne depuis 1980, celle-ci ne suffisait toujours pas à satisfaire aux besoins journaliers minimaux en 1996. Plus d'un tiers des ménages se situent au-dessous du seuil de pauvreté. Le manque de diversité dans le régime alimentaire de la population reflète la pauvreté du pays: en moyenne, près de 80 pour cent de l'apport journalier en calories proviennent du riz.

Plusieurs décennies de conflit et de guerre civile ont rendu inutilisables les systèmes d'irrigation traditionnels. Nombre de champs ont dû être abandonnés aux mines. L'accord de paix signé en 1979 a ouvert la porte à la reprise; un programme de réforme économique, entré en vigueur en 1992, a permis de maîtriser l'inflation. Les agriculteurs ont répondu en accroissant la superficie cultivée, en développant la riziculture et en combinant l'agriculture et l'élevage à des fins d'exportation.

Les programmes de déminage et de remise en état des systèmes d'irrigation se poursuivent. Un autre programme, visant à lutter contre la pauvreté en créant des emplois destinés aux groupes vulnérables, a été mis en place.

Indicateurs clés, 1980-1996



RPD de Corée – une récolte amère

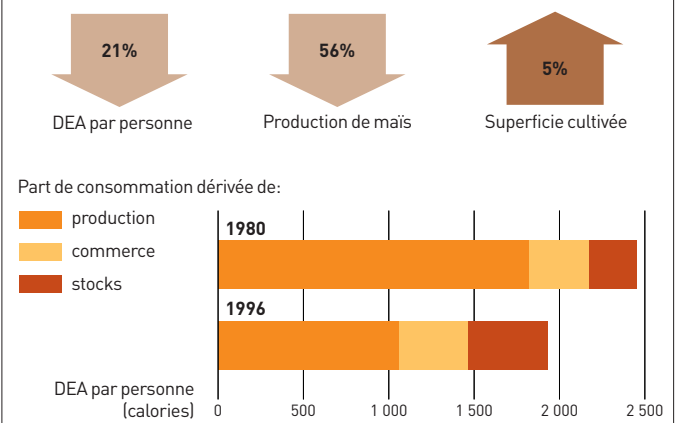
Dans les années 90, la République populaire démocratique de Corée a été frappée de plein fouet par les inondations, la sécheresse et l'effondrement de ses relations commerciales privilégiées avec la Chine et avec l'ex-URSS. L'incidence de ces divers facteurs a été dévastateur en termes de production alimentaire et d'état nutritionnel de la population. La production céréalière a chuté pour atteindre un niveau plus de deux fois moindre que celui de 1980. Quant à la proportion de personnes sous-alimentées, elle a fait un bond en avant pour atteindre près de la moitié de la population.

La désintégration économique a privé le pays des liquidités et du crédit nécessaires pour financer les importations de denrées alimentaires. Une aide alimentaire massive a été fournie, mais des problèmes d'ordre logistique ont fait qu'il a été difficile d'atteindre tous les gens dans le besoin. Cette crise a conduit le Système de distribution public national jusqu'au point de rupture. Ce système consiste à vendre des rations fixes de riz et de maïs aux citadins et à tous ceux qui travaillent dans des exploitations agricoles et des entreprises rurales gérées par l'État. En raison de mauvaises récoltes et de la diminution des importations, les réserves dont disposait le système se sont révélées par trop insuffisantes pour combler le déficit. Le nombre de rations distribuées a été considérablement réduit et beaucoup de gens ont réduit sensiblement leur consommation alimentaire.

L'effondrement du pays a fait suite à une période de croissance économique rapide. Dans un pays où les terres arables sont limitées et où la saison de croissance est courte, la production alimentaire avait progressé grâce à la mise en œuvre de moyens importants. Mais lorsque l'accès du pays aux pièces détachées, aux engrais, aux pesticides et à l'eau pompée a été brutalement interrompu, les rendements ont connu un déclin rapide. Puis, à partir de 1995, tempêtes, inondations, et sécheresse se sont succédés pendant deux ans, dévastant de vastes zones de terres cultivées.

Le pays s'efforce aujourd'hui de relancer la production agricole en introduisant des variétés de semences améliorées et des méthodes de double récolte, en assurant la remise en état des systèmes d'irrigation et en améliorant la fertilité des sols.

Indicateurs clés, 1980-1996



La dynamique du changement

Des résultats mitigés de progrès et de reculs caractérisent l'Amérique latine et les Caraïbes

En Amérique latine et aux Caraïbes, l'ampleur de la sous-alimentation et les tendances en la matière varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans la plupart des pays d'Amérique du Sud, les taux sont déjà peu élevés ou en régression rapide. Par contre, en Amérique centrale,

plusieurs pays font état d'une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées; pourtant, le Honduras a enregistré l'amélioration la plus notable dans la région, en ramenant le taux de prévalence de la sous-alimentation de 31 pour cent à 21 pour cent. Dans les Caraïbes, l'aggravation de la

situation observée à Cuba, où la proportion de personnes sous-alimentées est passée de 3 pour cent à 19 pour cent, est à bien des égards représentative de ce qui est observé dans les îles voisines, où l'on enregistre une progression de la sous-alimentation depuis 1980.

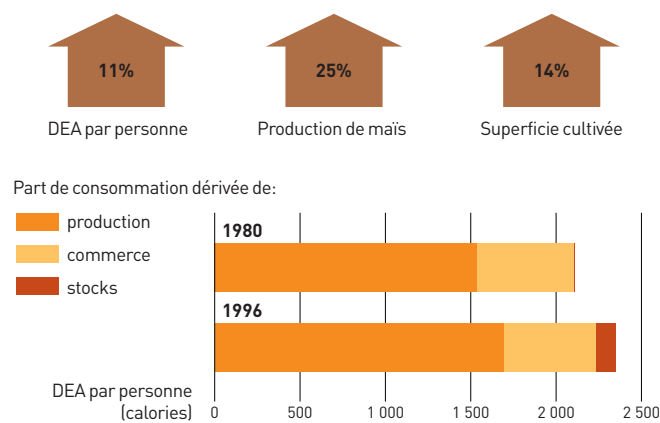
Honduras – croissance économique

Une croissance économique régulière, associée à un programme d'aide efficace à destination des franges les plus démunies de la population, a aidé le Honduras à faire reculer de près d'un tiers la proportion de sa population souffrant de sous-alimentation. L'accroissement de la production alimentaire et des importations ont contribué à parts égales à ce que les tables honduriennes soient mieux garnies. Mais si la production de maïs a presque doublé entre 1980 et 1996, le supplément n'a pas été entièrement consommé par la population: pour une bonne part, il a servi à nourrir le bétail, car l'industrie de l'élevage est en plein essor. De ce fait, la consommation de maïs par la population a légèrement décliné. L'augmentation de la ration alimentaire s'est surtout traduite par une consommation plus élevée d'huiles végétales et de sucre et, à moindre échelle, de viande et de haricots.

Depuis l'adoption en 1988 d'un programme d'ajustement structurel ambitieux, l'économie du pays a progressé au rythme de 2,7 pour cent par an. En partie grâce à cette prospérité accrue, il a été possible d'approvisionner en eau potable 87 pour cent de la population et de faire progresser de 70 pour cent le taux d'alphabétisation. Une aide directe est proposée aux plus démunis par l'intermédiaire du Fonds d'investissement social du Honduras: nombreux sont ceux qui en ont bénéficié. Un programme de rations alimentaires propose des coupons dans le but d'aider les écoliers, les mères et les personnes âgées à acheter de la nourriture et d'autres produits de première nécessité.

Mais en dépit de ces récentes avancées, le Honduras demeure confronté à plusieurs défis. La croissance économique n'a pas éliminé les disparités énormes qui règnent encore en termes de richesse et de revenus. La pauvreté et l'insécurité alimentaire demeurent d'actualité, sur une échelle relativement large. Environ la moitié de la population du Honduras réside en milieu rural. Or, dans les campagnes, près de 40 pour cent des habitants vivent dans un dénuement extrême: nombre d'entre eux travaillent comme ouvriers agricoles dans de vastes exploitations. L'agriculture commerciale recèle un fort potentiel de croissance, mais la difficulté consiste à obtenir une répartition plus équitable des profits qui en sont tirés.

Indicateurs clés, 1980-1996



Cuba – perte d'un partenaire commercial

Depuis l'éclatement de l'ex-URSS, Cuba a perdu son partenaire commercial privilégié, ce qui a entraîné une période de récession économique et une augmentation très nette du taux de sous-alimentation dans le pays. Son agriculture étant principalement orientée vers la production de denrées destinées à l'exportation (en premier lieu le sucre et le tabac), Cuba était parvenue à faire reculer le taux de sous-alimentation jusqu'à un niveau très faible. Elle s'en remettait au commerce pour plus de la moitié de sa consommation alimentaire.

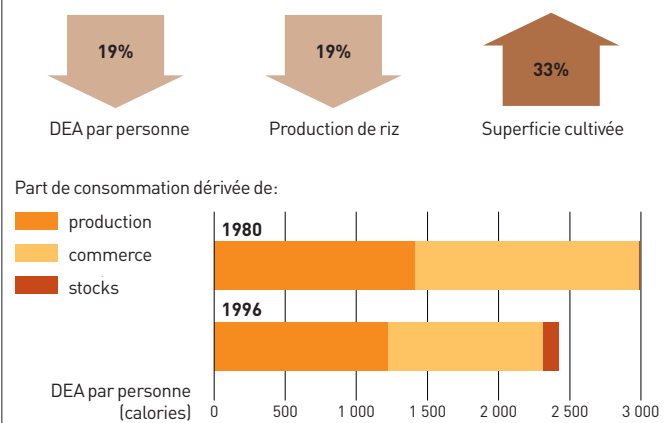
Mais depuis la disparition de ses relations commerciales privilégiées avec l'Union soviétique, la ration alimentaire quotidienne a diminué de plus de 500 calories par personne, principalement en raison du déclin des importations de denrées alimentaires. Le rendement des principales cultures vivrières a également accusé un déclin important en raison de la pénurie d'engrais importés; toutefois, Cuba est parvenue à produire des quantités comparables en affectant davantage de terres aux cultures vivrières.

La récession économique signifie qu'un nombre croissant de Cubains dépendent de l'aide sociale: en effet, les revenus et la ration alimentaire de nombre d'ouvriers et de leurs familles ont été réduits. Les restrictions commerciales imposées par les États-Unis ne font qu'ajouter aux difficultés économiques du pays.

Malgré ses problèmes, par rapport à d'autres pays des Caraïbes et d'Amérique centrale, Cuba demeure relativement prospère et sa population est bien nourrie. Plus de la moitié des routes sont pavées et 95 pour cent de la population ont accès à de l'eau potable.

Depuis 1993, le Gouvernement cubain accorde la priorité à l'accroissement de la production alimentaire et à la restructuration de l'industrie. De premiers signes encourageants semblent indiquer que le nouveau modèle économique fonctionne et que le marché du travail reprend de la vigueur. Mais la phase de transition est loin d'être parvenue à son terme.

Indicateurs clés, 1980-1996





L'Afghanistan, ravagé par la guerre, perd du terrain alors que le Maroc se situe à la première place du peloton de tête

Dans la plupart des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, la proportion de personnes sous-alimentées est déjà très faible. C'est d'ailleurs dans cette région que se trouvent 10 des 14 pays en développement

où la sous-alimentation affecte moins de 5 pour cent de la population. La baisse enregistrée à ce titre au Maroc, de 10 pour cent à 5 pour cent, constitue le résultat le plus concluant parmi ce groupe. On n'observe de hausse que dans deux pays:

l'Afghanistan (de 33 pour cent en 1980 à 62 pour cent en 1996) et l'Iraq (de 4 pour cent à 15 pour cent sur la même période).

Maroc – une économie en plein essor

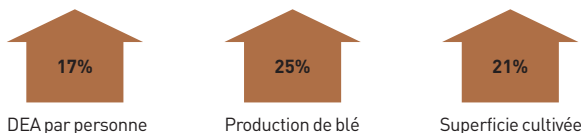
Avec ses richesses minérales substantielles et sa position établie en tant que plaque tournante des échanges commerciaux, le Maroc profite d'une croissance économique régulière qui a fait reculer la sous-alimentation jusqu'à un niveau très peu élevé. Entre 1980 et 1996, la ration alimentaire quotidienne est passée de 2 723 à 3 186 calories, quantité comparable à celle observée dans certains pays industrialisés. Cette augmentation est imputable à parts égales à l'accroissement de la production alimentaire et au développement des échanges commerciaux. La production de céréales et de pommes de terre a plus que doublé, encouragée par une augmentation substantielle du rendement des cultures et de la superficie cultivée. La plupart du supplément de production a été utilisée pour nourrir le bétail, cependant que le volume des importations augmentait pour satisfaire la demande croissante de denrées alimentaires.

Avec une croissance économique qui avoisine 4 pour cent par an, le Maroc s'urbanise de plus en plus. On observe une amélioration particulièrement sensible des transports, de l'assainissement et de l'éducation dans les grandes villes.

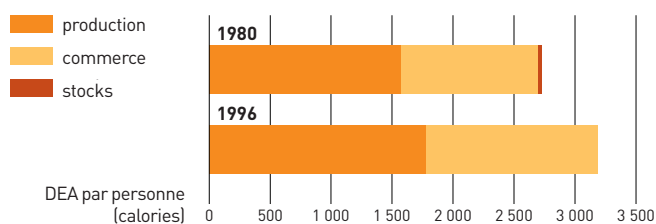
Toutefois, près de la moitié de la population demeure dans les zones rurales, où la pauvreté et la vulnérabilité persistent, notamment parmi ceux qui pratiquent l'agriculture traditionnelle à petite échelle et parmi les bergers. La moitié à peine des Marocains ont accès à de l'eau salubre et 56 pour cent d'entre eux demeurent analphabètes. Les problèmes environnementaux constituent une menace à court terme: il y a pénurie d'eau destinée à l'agriculture et aux pâturages, et 61 pour cent des terres sont sévèrement dégradées.

Afin d'éradiquer les poches de sous-alimentation qui subsistent, il faudra prendre des mesures en vue d'instaurer des pratiques agricoles plus durables et de créer emplois et sources de revenus en milieu urbain.

Indicateurs clés, 1980-1996



Part de consommation dérivée de:



Afghanistan – la guerre laisse peu de place aux récoltes

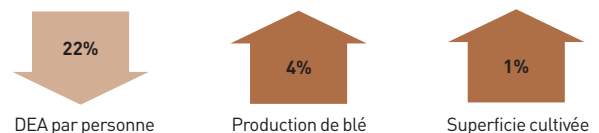
La production vivrière et la sécurité alimentaire se sont toutes deux écroulées, victimes de décennies d'hostilités. Entre 1980 et 1996, la production céréalière a diminué légèrement, tandis que le retour de réfugiés s'est traduit par un accroissement de la population de 25 pour cent. La ration alimentaire moyenne est ainsi passée de 2 186 à 1 710 calories par jour, quantité nettement inférieure au minimum requis. Les deux tiers des provinces du pays sont maintenant des zones à déficit vivrier; mais une économie mise à mal par la guerre ne peut générer les importations nécessaires pour le combler.

Les problèmes de l'Afghanistan sont inhabituels dans une région où le degré de sous-alimentation est en général très faible. Mais ils sont typiques de nombreux pays ravagés par la guerre et confrontés à des urgences humanitaires complexes. Ainsi, plus de 40 pour cent des terres arables du pays sont infestées de mines et ne peuvent être cultivées. Des milliers d'Afghans qui gagnaient leur vie grâce à l'agriculture ont émigré vers les villes, où ils sont venus grossir les rangs des nouveaux pauvres en milieu urbain. Seuls 15 pour cent de la population ont accès à de l'eau salubre et environ 70 pour cent sont analphabètes. Les combats intermittents et les restrictions imposées aux déplacements continuent de perturber les efforts de reconstruction.

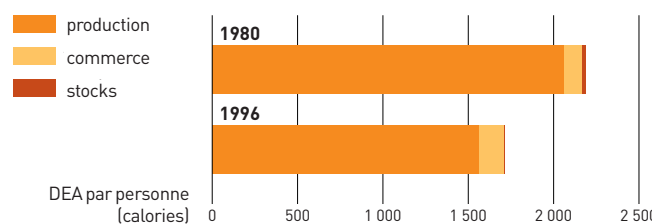
Un Afghan sur 50 a été victime d'une mine. Chaque jour, les explosions de mines tuent ou mutilent 10 personnes, dont un tiers des femmes et d'enfants. Nombre de ceux qui sont devenus infirmes des suites de blessures de guerre ou de l'explosion d'une mine ne sont plus capables de travailler. Leur état de dépendance vient ajouter aux pressions qui s'exercent sur les autres membres de la famille, qui doivent les nourrir et prendre soin d'eux.

L'aide alimentaire accordée au pays, pour volumineuse qu'elle soit, demeure loin d'être suffisante pour satisfaire les besoins minimaux d'un nombre si important de personnes sous-alimentées. Tant que la paix ne sera pas restaurée, aucune solution durable n'est envisageable.

Indicateurs clés, 1980-1996



Part de consommation dérivée de:



La dynamique du changement

Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest enregistrent une amélioration, mais ailleurs en Afrique, les problèmes empirent

Le Ghana en tête, huit pays d'Afrique de l'Ouest ont fait notablement reculer la faim entre 1980 et 1996. Mieux encore, les cinq pays du monde qui ont enregistré les plus gros progrès appartiennent tous à cette sous-région.

Cependant, le tableau est bien différent en Afrique centrale, orientale et australe, où la proportion et le nombre des personnes sous-alimentées est généralement en augmentation. C'est le Burundi qui fait état de l'aggravation la plus nette, puisque la

proportion de personnes sous-alimentées y est passée de 38 pour cent à 63 pour cent entre 1980 et 1996. Mais 13 autres pays d'Afrique centrale, orientale et australe ont également enregistré une progression très nette de la sous-alimentation.

Ghana – croissance économique et progrès rapides

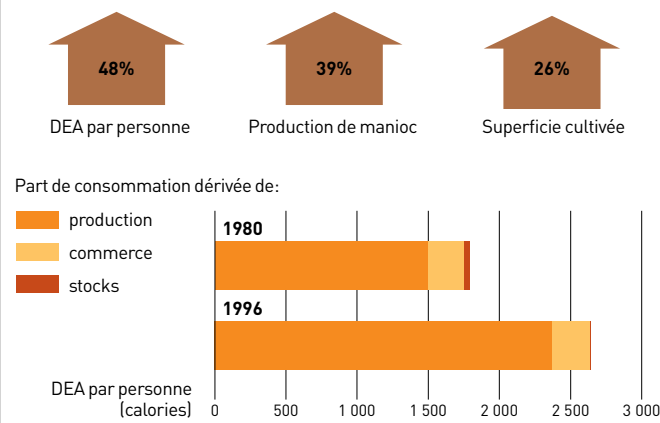
Dynamisé par une économie forte et par les rendements sensiblement accrus des cultures vivrières de base, le Ghana a obtenu un recul de la sous-alimentation plus rapidement que n'importe quel autre pays du monde entre 1980 et 1996. La ration alimentaire moyenne a fait un bond en avant spectaculaire, de 1 790 à plus de 2 600 calories par jour. Cette amélioration est entièrement imputable à l'accroissement de la production alimentaire, puisque le volume des importations est demeuré pratiquement identique sur la même période. L'introduction de meilleures variétés de manioc a contribué à faire progresser de près de 40 pour cent le rendement de la principale culture de base. Quant à la production d'ignames, de maïs et de riz, elle a également progressé de façon spectaculaire et une économie vigoureuse a encouragé les agriculteurs à cultiver 25 pour cent de superficie supplémentaire.

Globalement, l'économie a connu un taux de croissance annuel de 2,3 pour cent. Cette prospérité accrue a entraîné des améliorations sensibles en termes d'assainissement, de santé et d'éducation. La proportion de la population ayant accès à de l'eau salubre est passée de 35 pour cent à 65 pour cent. Quant à l'analphabétisme, il a nettement reculé, passant de 57 pour cent à 36 pour cent.

La période de croissance rapide qu'a connue le Ghana est le résultat d'une série de réformes destinées à revigorer l'économie après une longue période de déclin. Un Programme spécial pour atténuer le coût social de l'ajustement et d'autres programmes sociaux ont contribué à protéger les groupes vulnérables des effets négatifs possibles des réformes entreprises.

Mais en dépit des progrès remarquables réalisés par le Ghana, près d'un tiers de la population demeure pauvre et 10 pour cent vivent dans des poches de pauvreté extrême dans les zones rurales. Partant, il n'est guère surprenant que l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité persistent. Pour que l'amélioration de la situation du pays continue à ce rythme, il sera essentiel que la croissance économique se poursuive et que les opportunités d'emploi en dehors des exploitations agricoles se multiplient.

Indicateurs clés, 1980-1996



Burundi – croissance démographique et conflit

Au Burundi, la sous-alimentation s'est nettement aggravée, cependant que la production alimentaire chutait : c'est que le pays est aux prises avec une croissance démographique rapide, une dégradation importante des sols, et un conflit civil qui couve. De 1980 à 1996, la ration alimentaire moyenne est passée de 2 020 à 1 669 calories par jour, c'est-à-dire bien au-dessous du minimum requis. Quant à la production de manioc, de patate douce et de haricots – les piliers du régime alimentaire burundais – elle a également décliné.

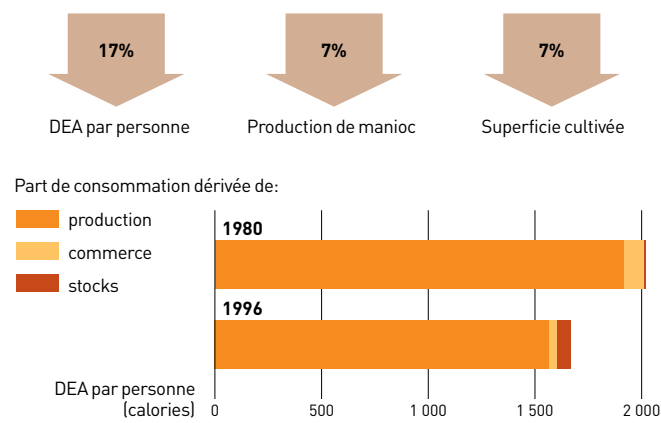
Avec un taux de croissance démographique annuel de 2,7 pour cent, la population du pays se développe beaucoup plus rapidement que son économie, ce qui explique que le taux de croissance économique par habitant soit négatif. La faiblesse de cette économie et l'isolement géographique se combinent pour faire du Burundi un pays essentiellement rural (puisque 90 pour cent de la population réside en milieu rural) et presque entièrement dépendant de la production alimentaire nationale.

Le rythme accéléré de la croissance démographique a entraîné une telle ponction dans les ressources foncières que le point de rupture est aujourd'hui atteint. Plus de 80 pour cent des terres montagneuses, déjà fragiles, sont aujourd'hui terriblement dégradées. Tant la superficie cultivée que le rendement des cultures sont en diminution constante.

Les problèmes de production du Burundi sont aggravés par les carences nationales en matière de transport et d'infrastructures de commercialisation. En outre, le conflit civil a perturbé la production et restreint encore un peu plus les opportunités commerciales.

L'isolement physique du Burundi constitue un obstacle majeur au commerce et empêche la croissance des secteurs non agricoles. Mais la spirale de la croissance démographique, de la dégradation environnementale et du déclin de la productivité agricole impose au Burundi de trouver des solutions autres qu'agricoles à ses problèmes de sécurité alimentaire.

Indicateurs clés, 1980-1996





Chocs récents: inondations, sécheresse, guerre et effondrement financier menacent le progrès

Les estimations les plus récentes du nombre de victimes de la faim dans le monde ont été établies à partir de données recueillies jusqu'à la fin de 1997. Depuis cette date, une série de chocs environnementaux, économiques et politiques ont perturbé la production agricole et chassé des millions de personnes de leur domicile et de leurs champs, personnes qui sont venues grossir les rangs des plus démunis dans des points du globe aussi éloignés les uns des autres que le Honduras, le Kosovo et l'Indonésie.

INONDATIONS ET SÉCHERESSE: LE BILAN EST LOURD

En 1998, les conditions météorologiques associées à El Niño ont entraîné, selon les régions, le dessèchement ou l'engorgement des cultures. Pour sa part, l'Amérique centrale a subi les assauts dévastateurs des averses et des vents violents générés par l'ouragan Mitch.

Lorsque ce dernier a traversé l'Amérique centrale, entre le 26 octobre et le 1^{er} novembre 1998, plus de 9 000 personnes ont trouvé la mort et près de 3 millions d'autres se sont retrouvés sans abri. Les eaux de crue et les coulées de boue ont balayé routes et immeubles. Des champs entiers de maïs, de haricots et de sorgho ont été ravagés. Les deux pays le plus durement touchés ont été le Honduras et le Nicaragua: le Honduras a ainsi perdu plus de la moitié de sa récolte de maïs, une récolte de base. Si l'on y ajoute le manque à gagner à l'exportation de café et d'autres récoltes destinées en partie à l'étranger, les pertes se

chiffrent à 480 millions de dollars EU. À court terme, la région a été confrontée à une crise humanitaire et, à long terme, c'est l'insécurité alimentaire qui menace.

La réponse internationale a été rapide et efficace. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a mobilisé 150 millions de dollars EU au titre des secours et de la reconstruction. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a répondu immédiatement par une aide alimentaire. Quant à la FAO, elle a organisé la distribution de semences, d'engrais et d'outils manuels pour aider les agriculteurs des communautés rurales le plus durement éprouvées à nourrir leurs familles le plus rapidement possible.

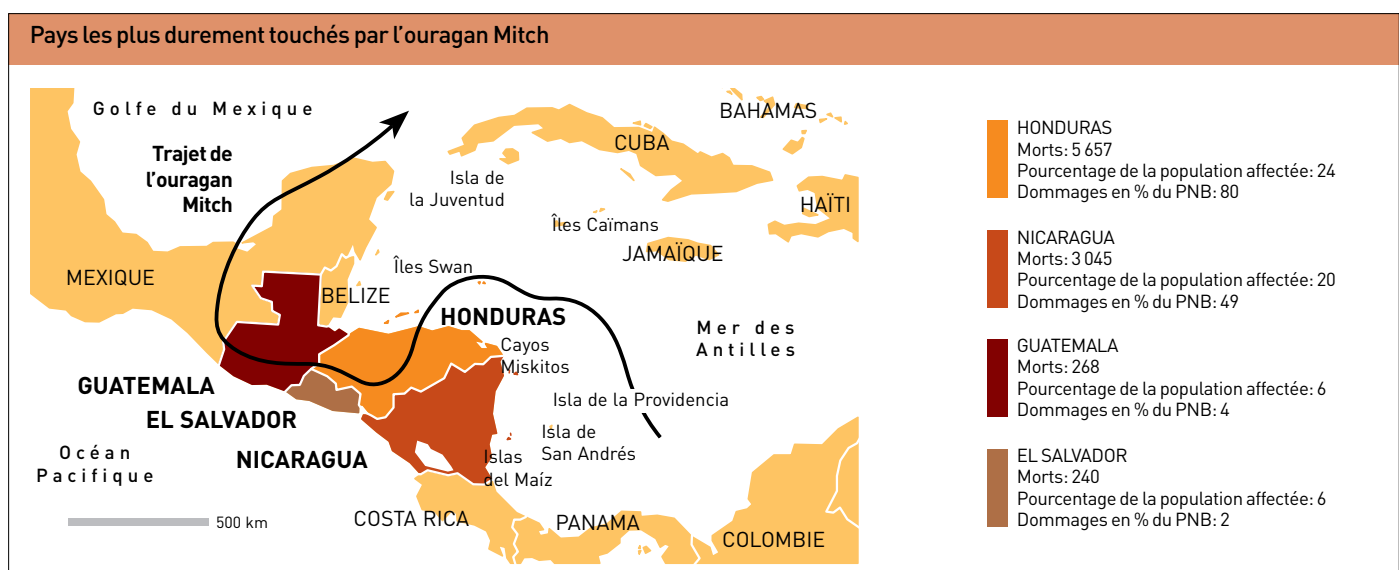
Les travaux de remise en état du secteur agricole ont débuté. De meilleures pratiques culturales sont introduites, qui réduiront la dégradation environnementale ainsi que la vulnérabilité face aux catastrophes futures. Il était impossible d'éviter l'ouragan Mitch, mais des facteurs anthropiques ont grandement accru son pouvoir de destruction. Les coulées de boue les plus mortelles se sont produites sur des pentes dénudées par le déboisement et la culture de terres de faible rendement. Les crues ont été aggravées par une mauvaise gestion des bassins versants. Les pays qui ont été le plus affectés cherchent actuellement à résoudre les problèmes structurels qui ont contribué au désastre. Pour ce faire, ils réexaminent le régime foncier, apportent leur appui aux projets de reboisement et assurent une formation à la gestion des bassins versants.

Les institutions financières internationales se sont engagées à fournir une aide à concurrence de 5,3 milliards de dollars EU au cours des quatre années à venir. S'il est probable que les problèmes économiques dont les causes sont profondes persisteront, le programme de relèvement devrait faire en sorte que l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité n'empirent pas dans l'ensemble de la région.

Mais si l'espoir prend corps en Amérique centrale, les graves inondations survenues dans plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi qu'une sécheresse particulièrement sévère au Proche-Orient, pourraient bien réduire à néant les progrès récents sur la voie de la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation.

Pour l'ensemble du Proche-Orient, on prévoit que la production céréalière en 1999 sera inférieure de 16 pour cent à la récolte précédente. Les pertes engendrées par la pire sécheresse survenue depuis des décennies seront bien plus considérables en Iran, en Iraq, en Jordanie et en République arabe syrienne.

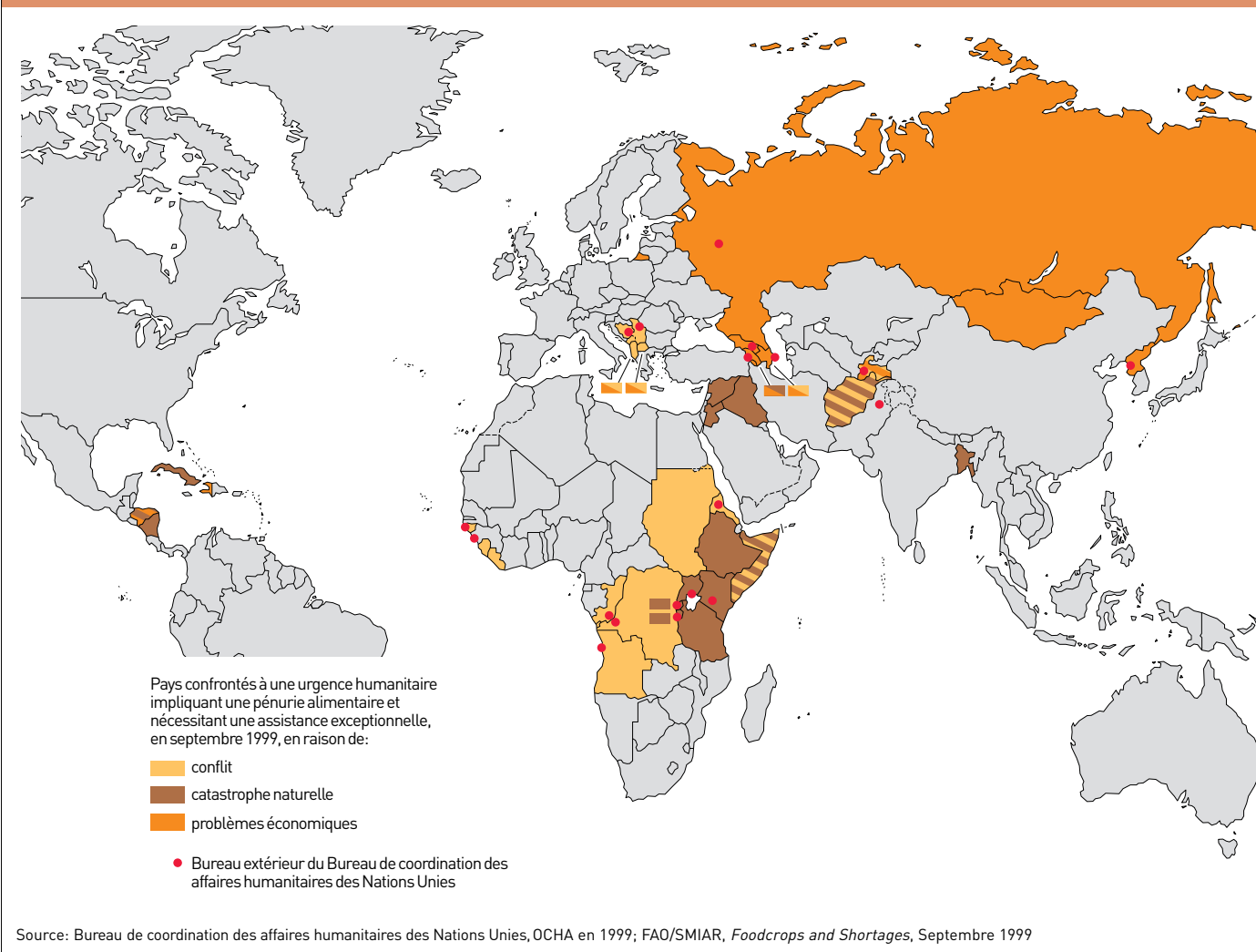
Plusieurs milliers d'agriculteurs, de bergers et de ménages ruraux dépourvus de terres ont perdu leurs moyens de subsistance: ils auront besoin d'aide pour tenir jusqu'à l'an prochain et repartir sur des bases saines. Cependant, tout comme en Amérique centrale, rien ne suggère que ces revers seront autres que temporaires en Asie comme au Proche-Orient.



La dynamique du changement

Chocs récents: inondations, sécheresse, guerre et effondrement financier menacent le progrès

Sites confrontés à une urgence humanitaire, 1999



Appels interorganisations au titre de l'assistance humanitaire émanant de l'ONU en 1998-1999

Région	EN JUILLET 1998			EN JUILLET 1999		
	Appels (millions de dollars EU)	Contributions annoncées (millions de dollars EU)	Besoins couverts (%)	Appels (millions de dollars EU)	Contributions annoncées (millions de dollars EU)	Besoins couverts (%)
Afrique, Asie, Proche-Orient*	1 560	506	32	1 298	348	27
Sud-est de l'Europe**	516	271	53	1 098	372	34
Total	2 076	777	37	2 396	720	30

* Y compris les États nouvellement indépendants. ** En 1998, seule l'ex-Yougoslavie est incluse. Source: OCHA

LA GUERRE ET DES URGENCES COMPLEXES PONCTIONNENT LES RESSOURCES AFFECTÉES À L'AIDE
De l'Angola, dans le sud-ouest de l'Afrique, au Kosovo, dans le sud-est de l'Europe, de nombreuses parties du monde ravagées par les guerres et les conflits se trouvent confrontées à des urgences complexes requérant plusieurs types d'aide humanitaire (la carte ci-dessus montre ces pays et d'autres aussi nécessitant une aide humanitaire). Le conflit au Kosovo, qui couvait depuis de nombreuses années et s'est déclenché au printemps de 1999, a fait l'objet de l'attention la plus soutenue et qui a suscité la participation la plus importante de la part de la communauté internationale. Il a



non seulement engendré de terribles souffrances humaines, mais aussi rendu inopérantes la plupart des infrastructures productives de cette province. Certes, l'afflux d'aide humanitaire a été plus que suffisant pour repousser la perspective de famine pendant au moins un an. Mais le degré de sous-alimentation des habitants de la province ne risque-t-il pas de s'accroître une fois que l'aide leur aura été retirée? Tout dépendra du succès des programmes de relèvement et de reconstruction actuellement en cours d'élaboration ou en phase d'application initiale.

La situation en Angola demeure beaucoup plus préoccupante. En raison de la reprise des combats, près de 2 millions d'Angolais ont fui leur domicile. Certains ont déserté les campagnes pour gagner des villes assiégées, où ils dépendent des ponts aériens pour leur survie: or, à la mi-1999, les distributions de denrées alimentaires ne subvenaient qu'à 60 pour cent des besoins, et les experts de la FAO ont mis en garde contre l'éventualité d'une véritable catastrophe, à savoir une famine de masse parmi les personnes déplacées.

Sans compter l'Europe du Sud-Est, 14 pays et une sous-région ont été confrontés à des urgences humanitaires complexes en 1999. Le total des sommes requises par le Bureau de coordination des affaires humanitaires pour faire face à de telles urgences a augmenté de 20 pour cent par rapport à 1998. Mais le total de l'aide humanitaire annoncée, arrêté en juillet 1999, accusait un léger déclin. En outre, un pourcentage beaucoup plus élevé de cette aide est destiné au sud-est de l'Europe. En conséquence, moins de ressources seront disponibles pour répondre aux besoins essentiels d'autres populations. L'Afghanistan, l'Angola, la Guinée-Bissau, l'Ouganda, la Sierra Leone, la Somalie et le Soudan sont autant de pays où le pourcentage des besoins qui ont été satisfaits cette année est nettement inférieur à celui de 1998. Dans ces pays, il est inévitable que la sous-alimentation gagne du terrain.

EN ASIE, LA CRISE FINANCIÈRE COMPROMET LES PROGRÈS RÉALISÉS
Lorsque plusieurs systèmes bancaires asiatiques se sont effondrés en 1997, on a pu craindre que la pauvreté et l'insécurité alimentaire s'aggraverait nettement en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en République de Corée et en Thaïlande, et que les économies de ces «tigres» mettraient des années à se relever. Au cours des deux décennies précédentes, ces pays avaient

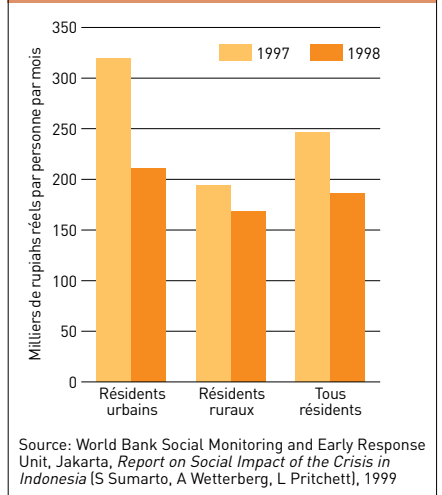
remporté des succès impressionnants sur le plan économique, et ils étaient parvenus à réduire la pauvreté de façon notable. En raison de la dérouté des systèmes financiers de la région, nombre des gains obtenus se sont transformés en pertes. Beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes et un grand nombre d'employés de bureaux et de vendeurs dans les magasins ont perdu leur emploi.

Toutefois, l'onde de choc s'est révélée moins destructrice qu'on ne l'avait d'abord imaginé. Au début de 1998, après une chute spectaculaire de leurs taux de change et du pouvoir d'achat de leurs habitants, la plupart des pays affectés montraient déjà des signes de reprise, fût-elle partielle. Certes, la pauvreté et la faim ont indiscutablement progressé à des degrés divers dans la région, mais pour la plupart de ces pays, la crise a été de courte durée.

L'Indonésie fait exception à la règle. En un an à peine, le quatrième pays le plus peuplé du monde a vu la valeur de sa monnaie chuter de 80 pour cent. Le taux d'inflation est monté en flèche pour atteindre la barre des 50 pour cent et le prix des denrées alimentaires s'est envolé. Dans le même temps, à la pire sécheresse depuis 50 ans ont succédé des pluies excessives durant la saison sèche. Le mauvais temps et la réduction de la quantité d'engrais et de pesticides importés ont entraîné une baisse très nette de la production de riz locale. Les importations ont alors augmenté, mais pas suffisamment pour compenser ce déficit.

Les pertes d'emploi et l'inflation ont frappé les citoyens particulièrement fort. Une enquête sur les ménages, réalisée par la Banque mondiale et la Fondation Ford, a révélé que, en 1998, les dépenses par personne des ménages urbains avaient été inférieures de 34 pour cent à celles enregistrées en 1997. Dans les ménages ruraux, ces dépenses n'ont diminué que de 13 pour cent. Dans bien des cas, les familles déjà pauvres avant la crise avaient tiré profit du regain d'activité dans le secteur informel. Mais ceux qui venaient d'accéder à l'emploi ont dû vendre des avoirs et puiser dans leurs économies pour s'en sortir. À mesure que la crise s'aggravait, nombre de familles durement éprouvées se sont tournées vers des parents qui résidaient en milieu rural pour leur demander de l'aide, en particulier à Java. Cela n'a fait qu'accroître la pression qui s'exerçait sur ceux qui disposaient encore d'un emploi et d'avoirs, contraints désormais de subvenir aux besoins d'un plus grand nombre de personnes dépendantes.

Modification des dépenses des ménages en Indonésie, 1997-1998



La crise économique a eu des répercussions rapides sur l'état nutritionnel de la population. La plupart des ménages ont continué à consommer des quantités normales de riz, mais ont dû restreindre leur consommation de produits plus coûteux, tels que la viande, le poisson et les œufs. Cette réduction de consommation d'aliments riches en protéines et en micronutriments a entraîné une augmentation notable du nombre d'enfants souffrant de déperissement et de mères anémiques.

Les estimations actuelles suggèrent que la proportion d'Indonésiens sous-alimentés a presque certainement doublé entre 1995-1997 et 1999, passant de 6 pour cent à 12 pour cent. Aujourd'hui, il est probable que cette proportion atteigne 18 pour cent. Cela veut dire qu'en raison de la crise économique, entre 10 et 20 millions d'individus sont venus grossir les rangs des personnes sous-alimentées, et ce rien qu'en Indonésie.

La reprise est entamée en Indonésie. Mais il faudra du temps pour que le degré de sous-alimentation redevienne ce qu'il était avant la crise, et pour que le pays reprenne sa progression vers la cible fixée par le Sommet. La tâche a été compliquée par les récents événements survenus au Timor-Oriental, où des dizaines de milliers de personnes ont été chassées de leurs habitations à la suite du référendum sur l'indépendance. Une aide humanitaire a été mobilisée, mais si le conflit ne fait qu'exacerber l'instabilité politique et économique indonésienne, la situation de la sécurité alimentaire risquerait fort de s'aggraver avant même de pouvoir s'améliorer.

De quoi demain sera-t-il fait?

Relever le défi

Il est clair qu'il n'existe pas de recette miracle pour combattre la faim. C'est pourquoi les politiques et les stratégies mises en œuvre doivent traiter les causes, mais aussi les effets de l'insécurité alimentaire, seul moyen de jeter les bases d'une action constructive. Dans les sociétés en paix, pauvreté et marginalisation sont les causes fondamentales de la faim. En période de conflit, la destruction physique et le déplacement des personnes sont des facteurs aggravants.

Il est impératif de passer à l'action au plus vite dans les pays où l'insécurité alimentaire chronique prédomine ou gagne du terrain. Il s'agit de pays très pauvres, dont les populations sont en général à dominante rurale et dépendent principalement de l'agriculture pour leur survie. Ces pays ont besoin d'accéder aux innovations économiques et techniques pour améliorer leur productivité agricole, mais aussi d'appliquer des politiques ayant pour objectif que la population entière puisse se nourrir à moindre coût.

Cependant, de telles mesures ne suffisent pas à résoudre tous les problèmes. Dans un monde où 4,4 milliards d'individus vivent dans des pays en développement, un tiers d'entre eux disposant de moins d'un dollar par jour, il faut également satisfaire les autres besoins humains de base. À cet égard, il est nécessaire de consentir des efforts concertés pour que chacun ait accès aux services de santé et à l'instruction, à une eau salubre et potable, à des installations sanitaires de base et à un logement adéquat.

Dans les pays où le pourcentage d'individus sous-alimentés est déjà faible, le défi consiste à trouver des moyens efficaces de venir en aide aux plus démunis. Il s'agit en général de

participants marginaux à l'économie de marché, auxquels ne conviennent que des programmes d'atténuation de la pauvreté parfaitement ciblés, étayés par une utilisation judicieuse d'autres mesures de protection sociale.

Dans tous les cas, il est impératif que les efforts se concentrent sur l'amélioration de la santé et de la nutrition des enfants. On sait qu'investir dans les enfants, c'est se garantir à terme les dividendes les plus élevés, d'un point de vue tant économique qu'humanitaire. Ce sont les enfants de ménages en proie à l'insécurité alimentaire qui souffrent le plus de la faim. En ce qui concerne les moyennes anthropométriques, l'amélioration récente observée en Asie est encourageante, mais nous devons garder à l'esprit que la situation se détériore dans de nombreux pays africains, où la dénutrition des enfants s'accroît.

Si les actions entreprises doivent s'adresser en premier lieu aux victimes chroniques de la faim et aux individus vulnérables, une assistance humanitaire immédiate est requise pour ceux dont la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de base ont été affectés par des catastrophes d'ordre social, économique ou naturel, afin de les empêcher de sombrer à leur tour dans l'insécurité alimentaire chronique.

Jusqu'à maintenant, chaque pays a traité ces défis à sa manière. Certains ont obtenu plus de succès que d'autres. Mais désormais, il importe de tirer des leçons de l'expérience pratique de chaque pays, d'analyser les raisons du succès, mais aussi celles de l'échec.

Ainsi que le souligne le présent rapport, nombre de nos estimations, bien que fondées sur les meilleures données dont nous disposons, demeurent trop imprécises pour garantir le succès des

programmes de lutte contre la faim. Afin de faire en sorte que les politiques et les ressources mises en œuvre soient adaptées aux besoins de ceux qui ont faim et des membres les plus vulnérables de la société, les pays et les organisations locales sont encouragés à utiliser le Système interinstitutions d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), afin d'améliorer leurs propres systèmes de recueil et d'analyse des informations relatives à la sécurité alimentaire.

L'un des objectifs de cette première édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est d'encourager une plus grande utilisation d'outils tels que le SICIAV. Le présent rapport se propose également d'attirer l'attention des dirigeants du monde et des leaders d'opinion sur le problème de la sous-alimentation de par le monde et d'inciter le développement d'approches innovatrices pour le traiter.

Nous avons les outils pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de diminuer de moitié le nombre des sous-alimentés d'ici 2015. La prochaine étape consiste à traduire cet objectif en mesures concrètes aux niveaux local, national et régional où les populations et leurs dirigeants peuvent agir.

Le Sommet a appelé de ses vœux l'élimination ultime de toute forme d'insécurité alimentaire de par le monde: dans cet esprit, si le chiffre fixé pour 2015 était atteint parce que certains pays très peuplés ont effectué des progrès rapides, on ne saurait s'en satisfaire; en effet, une telle attitude serait injuste vis-à-vis de ceux qui vivent dans nombre d'autres pays, et qui ont eux aussi le droit de ne plus être assujettis à la douleur, à l'inquiétude et aux risques de décès prématuré, toutes conséquences de l'insécurité alimentaire.

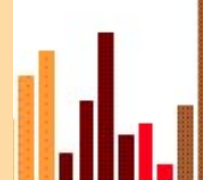


TABLEAU 1: PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement

Région, sous-région, pays	Population totale		Sous-alimentés			Région, sous-région, pays	Population totale		Sous-alimentés		
	1996 (millions)	Nombre de sous-alimentés 1995-1997 (millions)	Proportion de sous-alimentés dans la population				1996 (millions)	Nombre de sous-alimentés 1995-1997 (millions)	Proportion de sous-alimentés dans la population		
			1979-1981 (%)	1990-1992 (%)	1995-1997 (%)				1979-1981 (%)	1990-1992 (%)	1995-1997 (%)
TOTAL, MONDE EN DÉVELOPPEMENT	4 428,2	791,5	29	20	18	Nicaragua (4)	4,6	1,4	26	29	31
ASIE ET PACIFIQUE	3 047,8	525,5	2	21	17	Panama (3)	2,7	0,5	22	18	17
ASIE DE L'EST	1 309,2	176,8	29	17	14	AMÉRIQUE DU SUD	325,3	33,3	14	14	10
Chine (3)	1 238,8	164,4	30	17	13	Argentine (1)	35,2	0,5	1	2	1
Mongolie (5)	2,5	1,2	27	34	48	Bolivie (4)	7,6	1,8	26	25	23
Rép. de Corée (1)	45,3	0,4	1	1	1	Bésil (3)	161,5	16,2	15	13	10
RPD de Corée (5)	22,6	10,8	19	16	48	Chili (3)	14,4	0,7	7	8	5
Océanie	4,4	1,1	31	27	24	Colombie (3)	39,3	4,9	22	17	12
Papouasie-Nouvelle-Guinée (4)	4,4	1,1	31	27	24	Équateur (3)	11,7	0,6	12	8	5
ASIE DU SUD-EST	483,6	63,7	27	17	13	Guyana (3)	0,8	0,1	13	24	16
Cambodge (4)	10,2	3,4	462	41	33	Paraguay (3)	5,0	0,6	13	18	13
Indonésie (3)	200,4	11,5	326	10	6	Pérou (3)	23,9	4,6	28	40	19
Laos (4)	4,9	1,6	32	31	33	Suriname (3)	0,4	0,0	17	11	9
Malaisie (1)	20,5	0,4	4	3	2	Uruguay (2)	3,2	0,1	3	7	4
Myanmar (3)	43,4	2,8	19	9	7	Venezuela (3)	22,3	3,3	4	11	15
Philippines (4)	69,9	15,6	27	21	22	PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	360,2	32,9	9	8	9
Thaïlande (4)	59,2	14,3	28	27	24	PROCHE-ORIENT	227,4	27,5	10	10	12
Viet Nam (3)	75,1	14,1	33	28	19	Afghanistan (5)	20,3	12,7	33	57	62
ASIE DU SUD	1 250,6	283,9	38	26	23	Arabie saoudite (2)	18,9	0,7	3	3	4
Bangladesh (5)	120,6	44,0	42	34	37	Émirats arabes unis (1)	2,3	0,0	1	2	1
Inde (4)	950,0	204,4	38	26	22	Iran (3)	63,5	3,7	9	6	6
Népal (4)	21,8	4,6	46	21	21	Iraq (3)	20,6	3,2	4	9	15
Pakistan (3)	140,1	26,3	31	20	19	Jordanie (2)	4,4	0,1	6	4	3
Sri Lanka (4)	18,1	4,6	22	29	25	Koweït (2)	1,7	0,1	4	27	3
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	481,3	53,4	13	13	11	Liban (1)	3,1	0,1	8	2	2
AMÉRIQUE DU NORD	92,7	5,1	5	5	6	Rép. arabe syrienne (1)	14,6	0,2	3	2	1
Mexique (3)	92,7	5,1	5	5	6	Turquie (1)	62,3	1,0	2	2	2
CARAÏBES	30,5	9,3	19	25	31	Yémen (5)	15,7	5,7	40	37	37
Cuba (3)	11,0	2,1	3	3	19	AFRIQUE DU NORD	132,8	5,4	8	4	4
Haïti (5)	7,7	4,7	47	63	61	Algérie (3)	28,7	1,5	9	5	5
Jamaïque (3)	2,5	0,3	8	12	11	Égypte (2)	63,5	2,5	8	4	4
Rép. dominicaine (4)	8,0	2,1	25	28	26	Jamahiriya arabe libyenne (1)	5,1	0,0	0	1	1
Trinité-et-Tobago (3)	1,3	0,1	5	12	11	Maroc (3)	26,4	1,4	10	5	5
AMÉRIQUE CENTRALE	32,8	5,6	20	17	17	Tunisie (1)	9,1	0,1	2	1	1
Costa Rica (3)	3,7	0,2	8	6	7	AFRIQUE SUBSAHARIENNE	539,3	179,6	37	35	33
El Salvador (3)	5,8	0,6	17	12	10	AFRIQUE CENTRALE	74,3	35,6	36	37	48
Guatemala (3)	10,2	1,7	17	14	17	Cameroun (4)	13,6	4,3	20	30	32
Honduras (4)	5,8	1,2	31	23	21	Gabon (3)	1,1	0,1	13	11	8
						Rép. centrafricaine (5)	3,4	1,4	22	45	42
						Rép. dém. du Congo (5)	46,7	25,8	37	36	55
						Rép. du Congo (4)	2,6	0,9	29	32	34
						Tchad (5)	6,9	3,1	69	58	46

NOTES: EN GÉNÉRAL

Les chiffres entre parenthèses (1) indiquent la catégorie de prévalence, c'est-à-dire la proportion de population sous-alimentée en 1995-1997.

Catégorie (1) < 2,5% de sous-alimentés (4) 20-34% de sous-alimentés
(2) 2,5-4% de sous-alimentés (5) ≥ 35% de sous-alimentés
(3) 5-19% de sous-alimentés

Les pays mentionnés en caractères gras sont ceux dont la population s'élève à 40 millions d'habitants ou plus.

NOTE: TABLEAU 1

ND Les chiffres concernant spécifiquement l'Érythrée et l'Éthiopie ne sont pas disponibles pour la période antérieure à 1995-1997.

SOURCES: TABLEAU 1

Population totale: *Perspectives de la population mondiale*, Organisation des Nations Unies, Révision de 1998

Proportion de sous-alimentés par rapport à la population totale: Estimations de la FAO

Tableaux

TABLEAU 1 (suite): PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement

Région, sous-région, pays	Population totale		Sous-alimentés			Région, sous-région, pays	Population totale		Sous-alimentés		
	1996 (millions)	Nombre de sous-alimentés 1995-1997 (millions)	Proportion de sous-alimentés dans la population				1996 (millions)	Nombre de sous-alimentés 1995-1997 (millions)	Proportion de sous-alimentés dans la population		
			1979-1981 (%)	1990-1992 (%)	1995-1997 (%)				1979-1981 (%)	1990-1992 (%)	1995-1997 (%)
AFRIQUE DE L'EST	185,7	77,9	35	45	42	Namibie (4)	1,6	0,5	25	26	30
Burundi (5)	6,3	4,0	38	44	63	Swaziland (3)	0,9	0,1	14	9	14
Érythrée (5)	3,3	2,2	ND	ND	67	Zambie (5)	8,4	3,7	30	39	45
Éthiopie (5)	56,8	28,7	ND	ND	51	Zimbabwe (5)	11,0	4,3	30	40	39
Kenya (5)	27,8	11,4	25	47	41	AFRIQUE DE L'OUEST	199,5	31,1	40	21	16
Ouganda (4)	19,5	5,5	31	23	28	Bénin (3)	5,5	0,8	36	21	15
Rép.-Unie de Tanzanie (5)	30,7	12,3	23	30	40	Burkina Faso (4)	10,7	3,2	64	32	30
Rwanda (5)	5,6	2,1	24	40	37	Côte d'Ivoire (3)	13,8	2,0	7	14	15
Somalie (5)	8,5	6,2	55	70	73	Gambie (4)	1,2	0,3	57	17	25
Soudan (4)	27,2	5,5	24	31	20	Ghana (3)	18,2	2,0	61	29	11
AFRIQUE AUSTRALE	79,8	35,0	32	45	44	Guinée (4)	7,3	2,3	30	37	31
Angola (5)	11,3	4,9	29	50	43	Libéria (5)	2,2	0,9	22	49	42
Botswana (4)	1,5	0,4	28	19	25	Mali (4)	10,2	2,9	59	30	29
Lesotho (4)	2,0	0,6	26	31	28	Mauritanie (3)	2,4	0,3	35	15	13
Madagascar (5)	14,2	5,6	18	34	39	Niger (5)	9,5	3,6	32	41	39
Malawi (5)	9,9	3,7	26	45	37	Nigéria (3)	101,4	8,3	40	13	8
Maurice (3)	1,1	0,1	10	6	6	Sénégal (3)	8,6	1,5	9	19	17
Mozambique (5)	17,9	11,3	54	66	63	Sierra Leone (5)	4,3	1,8	40	44	43
						Togo (4)	4,2	1,0	31	29	23

TABLEAU 2: DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET ÉTAT NUTRITIONNEL dans les pays en développement

Région, sous-région, pays	Disponibilité alimentaire et composition du régime			Santé et assainissement			État nutritionnel des enfants au-dessous de cinq ans		
	Disponibilité énergétique alimentaire par personne 1995-1997 (calories par jour)	Part du groupe principal dans la DEA totale (a) 1995-1997 (%)	Principale céréale ou racine amylacée consommée (b) 1995-1997	Accès à des installations sanitaires adéquates 1990-1997 (%)	Espérance de vie à la naissance 1995 (ans)	Taux de mortalité des moins de 5 ans 1995 (par milliers)	Poids insuffisant par rapport à la taille (PIT) vers 1995 (d) (%)	Taille insuffisante par rapport à l'âge (TIA) vers 1995 (d) (%)	Poids insuffisant par rapport à l'âge (PIA) vers 1995 (d) (%)
ASIE ET PACIFIQUE									
ASIE DE L'EST									
Chine (3)	2840	59	riz	24	69	47	17	34	5
Mongolie (5)	1920	48	blé	86	65	74	12	26	2
Rép. de Corée (1)	3160	50	riz	100	72	9	...	...	...
RPD de Corée (5)	1980	62	maïs/riz	...	72	30	...	...	...
OCÉANIE									
Papouasie- Nouvelle- Guinée (4)	2230	31	riz/blé	83 (c)	57 (c)	95 (c)	30	43	6
ASIE DU SUD-EST									
Cambodge (4)	2050	78	riz	19	53	174	52	56	13
Indonésie (3)	2900	64	riz	59	64	75	34	42	13
Laos (4)	2060	78	riz	18	52	134	40	47	11
Malaisie (1)	2940	41	riz	94	71	13	20	...	...
Myanmar (3)	2850	78	riz	43	59	150	31	45	8

NOTES: TABLEAU 2

(a) Le groupe alimentaire principal est en général constitué par les céréales ou les racines amylacées. Le cas contraire présente un caractère exceptionnel. Les chiffres font référence à la contribution de l'ensemble du groupe alimentaire [céréales, racines amylacées ou autre]. Une valeur élevée indique une faible diversification du régime alimentaire et vice-versa.

(b) La/les céréale(s) ou la/les racine(s) amylacée(s) la/les plus importante(s) dans la disponibilité énergétique alimentaire totale en 1995-1997.

(c) Période autre que celle spécifiée dans l'en-tête de la colonne.

(d) Fait référence aux résultats d'enquêtes nationales réalisées de 1987 à 1998.

... Données non disponibles.

SOURCES: TABLEAU 2

Disponibilité alimentaire et composition du régime alimentaire: estimations de la FAO

Santé et assainissement: UNICEF, *L'État des enfants du monde, 1997 et 1999.*

État nutritionnel des enfants de moins de cinq ans: Résultats d'enquêtes réalisées par l'OMS (Global Database on Child Growth and Malnutrition) et par la FAO (NutriDat).

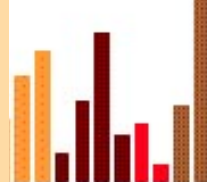


TABLEAU 2 (suite): DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET ÉTAT NUTRITIONNEL dans les pays en développement

Région, sous-région, pays	Disponibilité alimentaire et composition du régime			Santé et assainissement			État nutritionnel des enfants au-dessous de cinq ans		
	Disponibilité énergétique alimentaire par personne 1995-1997 (calories par jour)	Part du groupe principal dans la DEA totale (a) 1995-1997 (%)	Principale céréale ou racine amylicée consommée (b) 1995-1997	Accès à des installations sanitaires adéquates 1990-1997 (%)	Espérance de vie à la naissance 1995 (ans)	Taux de mortalité des moins de 5 ans 1995 (par milliers)	Poids insuffisant par rapport à la taille (PIT) vers 1995 (d) (%)	Taille insuffisante par rapport à l'âge (TIA) vers 1995 (d) (%)	Poids insuffisant par rapport à l'âge (PIA) vers 1995 (d) (%)
Philippines (4)	2360	49	riz	75	67	53	30	33	8
Thaïlande (4)	2350	48	riz	96	69	32	25	22	5
Viet Nam (3)	2470	73	riz	21	66	45	40	36	10
ASIE DU SUD									
Bangladesh (5)	2080	81	riz	43	57	115	56	55	18
Inde (4)	2470	64	riz	29	62	115	53	52	18
Népal (4)	2320	77	riz	16	55	114	47	49	11
Pakistan (3)	2460	55	blé	56	63	137	40	50	9
Sri Lanka (4)	2290	55	riz	63	73	19	33	20	13
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES									
AMÉRIQUE DU NORD									
Mexique (3)	3110	46	maïs	72	71	32	14	23	6
CARAÏBES									
Cuba (3)	2420	38	blé/riz	66	76	10	...	...	1
Haiti (5)	1840	45	riz/maïs	25	58	124	28	32	8
Jamaïque (3)	2600	30	riz/blé	89	74	13	10	10	4
Rép. dominicaine (4)	2280	30	riz	78	70	44	6	11	1
Trinité-et-Tobago (3)	2710	36	blé	79	72	18	7	5	4
AMÉRIQUE CENTRALE									
Costa Rica (3)	2690	33	riz/blé	84	77	16	5	6	2
El Salvador (3)	2550	56	maïs	90	67	40	11	23	1
Guatemala (3)	2340	59	maïs	83	66	67	27	50	3
Honduras (4)	2370	48	maïs	74	69	38	25	39	1
Nicaragua (4)	2180	54	maïs/riz	35	68	60	12	25	2
Panama (3)	2420	38	riz	83	73	20	7	9	1
AMÉRIQUE DU SUD									
Argentine (1)	3110	31	blé	68	73	27	2	5	1
Bolivie (4)	2200	41	blé/maïs	58	60	105	8	27	1
Brésil (3)	2930	31	riz/blé	70	67	60	6	11	2
Chili (3)	2770	39	blé	...	74	15	1	2	0
Colombie (3)	2590	33	maïs/riz	85	70	36	8	15	1
Équateur (3)	2660	35	riz	76	69	40	17(c)	34(c)	2(c)
Guyana (3)	2490	49	riz	88	...	...	18	...	...
Paraguay (3)	2570	28	maïs/manioc	41	71	34	4	14	0
Pérou (3)	2360	39	riz/blé	72	67	55	8	26	1
Suriname (3)	2670	48	riz	...	...	...	...	...	...
Uruguay (2)	2800	31	blé	...	73	21	4	10	1
Venezuela (3)	2390	37	maïs/blé	58	72	24	5	15	3
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD									
PROCHE-ORIENT									
Afghanistan (5)	1730	81	blé	8	45	257	49	48	16
Arabie saoudite (2)	2800	49	blé	86(c)	71	34	...	...	...
Émirats arabes unis (1)	3360	34	riz/blé	92	74	19	...	...	...
Iran (3)	2830	54	blé	81	69	40	16	19	7
Iraq (3)	2370	55	blé	75	67	71	12	22	3
Jordanie (2)	2910	50	blé	77	69	25	6	16	3
Koweït (2)	3060	37	blé	...	75	14	2	3	1
Liban (1)	3270	35	blé	63	69	40	3	12	3
Rép. arabe syrienne (1)	3330	55	blé	67	68	36	13	21	9
Turquie (1)	3520	49	blé	80	68	50	10	21	3
Yémen (5)	2032	68	blé	24	51	110	30	44	13

Tableaux

TABLEAU 2 (suite): DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET ÉTAT NUTRITIONNEL dans les pays en développement

Région, sous-région, pays	Disponibilité alimentaire et composition du régime			Santé et assainissement			État nutritionnel des enfants au-dessous de cinq ans		
	Disponibilité énergétique alimentaire par personne 1995-1997 (calories par jour)	Part du groupe principal dans la DEA totale (a) 1995-1997 (%)	Principale céréale ou racine amyglacée consommée (b) 1995-1997	Accès à des installations sanitaires adéquates 1990-1997 (%)	Espérance de vie à la naissance 1995 (ans)	Taux de mortalité des moins de 5 ans 1995 (par milliers)	Poids insuffisant par rapport à la taille (PIT) vers 1995 (d) (%)	Taille insuffisante par rapport à l'âge (TIA) vers 1995 (d) (%)	Poids insuffisant par rapport à l'âge (PIA) vers 1995 (d) (%)
AFRIQUE DU NORD									
Algérie (3)	2 953	60	blé	91	68	61	13	18	9
Égypte (2)	3 276	66	blé	88	65	51	12	25	6
Jamahiriya arabe libyenne (1)	3 259	47	blé	98	64	63	5	15	3
Maroc (3)	3 141	62	blé	58	65	75	10	24	2
Tunisie (1)	3 258	54	blé	80	69	37	9	23	4
AFRIQUE SUBSAHARIENNE									
AFRIQUE CENTRALE									
Cameroun (4)	2 140	37	maïs/manioc	50	57	106	15	26	3
Gabon (3)	2 530	30	riz/blé	...	55	148	...	...	...
Rép. centrafricaine (5)	1 980	35	manioc	27	50	165	23	28	6
Rép. dém. du Congo (5)	1 820	57	manioc	69	51	108	24	28	6
Rép. du Congo (4)	2 130	42	manioc	18	52	185	34	45	10
Tchad (5)	1 960	53	sorgho	21	49	152	39	40	14
AFRIQUE DE L'EST									
Burundi (5)	1 690	30	manioc/patate douce/maïs	51	51	176	38	47	6
Érythrée (5)	1 630	72	blé	13	52	195	44	38	16
Éthiopie (5)	1 820	65	maïs	19	49	195	48	64	8
Kenya (5)	1 980	52	maïs	77	55	90	23	34	8
Ouganda (4)	2 170	28	patate douce/maïs	57	44	185	26	38	5
Rép.-Unie de (5) Tanzanie	2 000	49	maïs	86	52	160	31	43	7
Rwanda (5)	2 050	28	patate douce	...	47	139	26	56	4
Somalie (5)	1 570	34	sorgho	...	48	211	...	...	...
Soudan (4)	2 380	57	sorgho	51	54	115	34	34	13
AFRIQUE AUSTRALE									
Angola (5)	1 900	35	manioc	40	48	292	...	...	...
Botswana (4)	2 230	49	maïs/sorgho/blé	55	66	52	...	...	...
Lesotho (4)	2 240	75	maïs	38	62	154	16	33	2
Madagascar (5)	2 020	53	riz	40	58	164	40	48	7
Malawi (5)	2 070	68	maïs	3	45	219	30	48	7
Maurice (3)	2 920	44	blé/riz	100	71	23	15	10	14
Mozambique (5)	1 780	41	manioc	54	47	275	26	36	8
Namibie (4)	2 140	49	maïs/millet	62	60	78	26	29	9
Swaziland (3)	2 480	51	maïs	59	...	...	10 (c)	30 (c)	1 (c)
Zambie (5)	1 960	66	maïs	71	48	203	24	42	4
Zimbabwe (5)	2 100	62	maïs	52	52	74	16	21	6
AFRIQUE DE L'OUEST									
Bénin (3)	2 470	37	manioc/maïs	27	48	142	29	25	14
Burkina Faso (4)	2 180	75	sorgho	37	47	164	33	33	13
Côte d'Ivoire (3)	2 570	39	riz	39	50	150	24	24	8
Gambie (4)	2 300	54	riz	37	46	110	15	14	6
Ghana (3)	2 620	48	manioc	55	57	130	27	26	11
Guinée (4)	2 250	45	riz	31	46	219	...	...	...
Libéria (5)	2 040	42	blé/riz	30	56	216	...	33	9
Mali (4)	2 210	74	millet/sorgho	6	47	210	40	30	23
Mauritanie (3)	2 620	54	blé/riz	32	53	195	23	44	7
Niger (5)	2 050	69	millet	17	48	320	50	41	21
Nigéria (3)	2 750	44	sorgho/maïs/millet	41	51	191	39	39	21
Sénégal (3)	2 400	55	riz	39	50	110	22	23	7
Sierra Leone (5)	2 050	52	riz	11	40	284	28	35	8
Togo (4)	2 340	44	maïs/manioc	41	56	128	25	22	12

Publié en 1999 par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les termes utilisés et la présentation ne sont en aucune façon l'expression de l'opinion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la situation juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration, ou sur la délimitation de ses frontières ou limites. Les termes «développés» et «en développement» sont utilisés à des fins statistiques et ne sont pas nécessairement l'expression d'un jugement quant au stade de développement atteint par un pays, une zone ou un territoire particuliers.

Tous droits réservés. Aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite, stockée en mémoire d'ordinateur ou transmise sous quelque forme ou moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopieur, enregistreur ou autre sans l'accord préalable du détenteur du copyright. Les demandes d'autorisation à cet effet, accompagnées d'une déclaration expliquant l'objet et la nature de la reproduction, doivent être adressées au Directeur, Division de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.

© FAO 1999

ISBN 92-5-204328-4

Imprimé au Royaume-Uni

Photographies

Couverture, de gauche à droite: Banson; Paiboon Pattanasitubol/PNUe/Topham; Peter Beard/The Time is Always Now.

Remerciements

Cette première édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* a été préparée par la FAO pour fournir des informations sur le nombre d'affamés dans le monde: qui sont-ils, où vivent-ils, pourquoi se trouvent-ils dans cette situation et que peut-on faire pour améliorer leur existence. Cette publication a pour objet de mettre en évidence à la fois les progrès réalisés et les défis à relever dans le cadre des efforts actuels visant à réduire le nombre de personnes sous-alimentées.

Fruit de la collaboration entre le Département économique et social (ES) et le Département des affaires générales et de l'information (GI), la publication a été préparée par une équipe spéciale interdépartementale composée du Service mondial d'information et d'alerte rapide (ESCG), du Service de la planification, de l'analyse et de l'évaluation nutritionnelles (ESNA), du Service d'analyse statistique

(ESSA), et du Service de l'environnement et des ressources naturelles (SDRN) du Département du développement durable, avec la participation du secrétariat du SICIIV.

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général, ES, selon les orientations techniques de Barbara Huddleston, Chef du Service de la sécurité alimentaire et de l'analyse des projets agricoles (ESAF).

Des contributions techniques de fond ont été apportées par Ergin Ataman, Chef du Système d'information géographique, et René Gomme, fonctionnaire principal, SDRN; Jean-Pierre Cotier, Chef, Barbara Burlingame, fonctionnaire principal et Simon Chevassus, nutritionniste, ESNA; Loganaden Naiken, Chef et Jorge Mernies, fonctionnaire principal, ESSA; et David Witcock, coordonnateur du SICIIV.

Des indications pour la conception et la rédaction ont été fournies par Shalini Dewan, chef du Service des publications et du multimédia et Andrew Marx, Chef du Groupe multimédia de la Division de l'information, GI. Les services d'édition dans les langues de la FAO ont été assurés par le Groupe de l'édition, GI.

Gillian Bunting et Fulvi Petrassi (SDRN), Josilien Edouard et Jenny Riches (ESAF), Cinzia Cerri et Francesco Vizioli de Meo (ESSA) et Rafaella Siano (ESNA) ont fourni une aide précieuse à différents stades de la préparation de cette publication.

La FAO remercie tout particulièrement l'équipe de Banson (Londres) pour la conception graphique, la mise en page et la production.



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Selon les estimations les plus récentes (1995-1997), 790 millions d'individus n'ont pas assez à manger dans le monde en développement. Cela représente une diminution de 40 millions par rapport à 1990-1992.

Lors du Sommet mondial de l'alimentation, en 1996, les dirigeants de la planète se sont engagés à faire en sorte que le nombre de victimes de la faim soit ramené à 400 millions environ d'ici à 2015. Mais au rythme actuel, à savoir une réduction de 8 millions par an du nombre d'individus sous-alimentés, il n'y a aucun espoir de voir cet objectif réalisé.

Selon l'édition de 1999 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, les progrès ne sont pas uniformes partout dans le monde. En vérité, les données dont on dispose aujourd'hui indiquent que, durant la première moitié de la décennie actuelle, une diminution globale de 100 millions a bien été enregistrée, mais dans seulement 37 pays. Pendant ce temps, le nombre de victimes de la faim augmentait de 60 millions dans le reste du monde en développement.

Cette première édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* révèle en outre que la faim n'est pas le propre des nations en développement. Elle présente la première évaluation du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement: 8 millions dans les pays industrialisés et 26 millions dans les pays en période de transition.

Il n'existe pas de méthode miracle pour combattre la faim. Ce qu'il faut, selon le rapport, c'est que la cible définie lors du Sommet de Rome se traduise par des objectifs précis aux échelons local, national et régional: à ces niveaux, en effet, il est possible aux populations et à leurs dirigeants de prendre des mesures concrètes. Des mesures permettant à chaque habitant de la planète de jouir d'un droit qui devrait être acquis à la naissance: celui d'avoir assez à manger.



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture